

Un éclatement menace la CSN

par Pierre VENNAT

La Confédération des syndicats nationaux pourrait se scinder en deux centrales syndicales distinctes si les trois membres majoritaires de son exécutif, MM. Paul-Emile Dalpé, Amédée Daigle et Jacques Dion, mieux connus sous le nom des "trois D", et qui s'opposent à la ligne de conduite du président, M. Marcel Pepin, et du secrétaire général, M. Raymond Parent, ne réussissent à reprendre le contrôle de la CSN, "faire un profond nettoyage" des permanents

de la centrale et la redonner à ses "propriétaires": les travailleurs.

Le secrétaire général de la CSN, M. Raymond Parent, a rapidement réagi à la nouvelle ce matin, dénonçant, dans un message à tous les "militants syndicaux", ceux qu'il a appelés les "éléments destructeurs" qui veulent détruire la CSN par l'intérieur et qui sera ent, selon lui, "télégués de l'extérieur du mouvement par les ennemis de la CSN, et plus particulièrement par le parti libéral".

C'est le trésorier de la CSN, M. Jacques Dion, qui a confirmé ce matin

l'existence du mouvement de contestation, ajoutant que cela démontrait qu'il y a "du monde écoeuré" au sein de la centrale.

La déclaration de M. Parent

Quant à la déclaration de M. Parent, transmise elle aussi sur le réseau de communications internes de la CSN, la voici textuellement:

"Message à tous les militants syndicaux.

"Ceux qui veulent détruire la CSN par l'intérieur ont décidé de porter de

grands coups pendant que le président général et 34 autres militants sont en prison pour avoir mené une lutte syndicale sans compromission avec le pouvoir.

"C'est ce moment que les comploteurs ont choisi pour sortir de l'ombre et annoncer leur intention de saboter le mouvement s'ils ne peuvent pas prendre le contrôle par un coup de force.

"Ce complot a provoqué un profond dégoût chez les militants syndicaux.

"Il faut dépasser cette réaction pre-

mière et redoubler de vigilance pour sauver le mouvement.

"Je souligne à votre intention que les éléments destructeurs ont tenu une réunion secrète lundi le 15 mai, soit deux jours avant la réunion du conseil confédéral qui a été sabotée par des fiers-à-bras.

"Soyons vigilants car les éléments destructeurs ont pris le temps qu'il fallait pour s'organiser pendant que les militants se battaient dans le champ.

"Il m'apparaît évident maintenant que le complot c'est de saboter les in-

stances régulières du mouvement, y compris le congrès de juin pour justifier les éléments destructeurs d'agir en dehors des instances.

VOIR UN ECLATEMENT, page A 6

La CSN en proie au déchirement

— une analyse de Pierre Vennat

en page A 5



téléphoto PA

L'explosion de la bombe, au Pentagone, attentat revendiqué par l'Organisation des "Weathermen", paraît avoir été la plus violente et causé des dégâts plus importants qu'on ne l'avait d'abord cru. Des témoins précisent qu'un mur des lavabos a été soufflé et que de nombreuses vitres ont été brisées. Ici, le corridor est encombré de débris et des inspecteurs constatent les dégâts.

Le plus grand quotidien français d'Amérique

la presse

Montréal, vendredi 19 mai 1972, 88e année, no 85, 54 pages, 4 cahiers

★ 15¢

La libération ne se fera pas avant mardi

par François TREPANIER de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Ce n'est pas avant mardi prochain que l'on saura si le ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette, est disposé à libérer provisoirement les chefs des trois centrales syndicales, MM. Marcel Pepin, Louis LaBerge et Yvon Charbonneau, en vue de permettre la reprise des négociations avec les 210.000 employés des secteurs public et parapublic.

A la grande surprise de plusieurs députés de l'Opposition, telle est la nouvelle qu'a communiquée, ce matin, M. Choquette, au moment même où plusieurs observateurs politiques s'attendaient à une décision rapide et positive de sa part.

Anguille sous roche ?

Ce nouveau délai dans la libération des trois chefs a fait renaitre certaines rumeurs selon lesquelles il y aurait anguille sous roche dans l'attitude qu'entend adopter le gouvernement face aux conditions du Front commun.

On sait que mercredi, tout en ordonnant à ses membres de retourner au travail, le Front commun avait exigé que les chefs des trois centrales syndicales soient présents à la table des négociations pour reprendre le dialogue avec le gouvernement.

Immédiatement après l'annonce du retour au travail, plusieurs porte-parole du gouvernement avaient laissé croire que cette condition pourrait

être respectée si les trois chefs du Front commun formulaient une demande de libération provisoire en vertu de la Loi de probation.

Or, ce matin, à l'Assemblée nationale, M. Choquette a bien dit qu'il est "peu probable" que les trois chefs puissent être libérés avant mardi même si cette demande a été formulée.

Pourquoi? C'est là la question que se posent la plupart des observateurs politiques à qui l'on avait même laissé croire hier que cette libération pourrait être annoncée aujourd'hui.

Questions de principe

A cette question, M. Choquette a répondu à l'Assemblée nationale que son

ministère se devait d'étudier le bien-fondé, non pas seulement des trois requêtes qui lui ont été soumises par les trois chefs, mais également de celles des 33 dirigeants de syndicats trouvés coupables d'outrage au tribunal qui ont décidé au début de la semaine de mettre un terme à leur libération sous cautionnement.

"Ces demandes, a précisé M. Choquette, posent à la fois des questions de principe et d'appréciation des situations individuelles.

"Il s'agit de déterminer pour tous et chacun des intéressés s'ils peuvent bénéficier des articles 19 et 20 de la Loi de la probation et des établissements de détention. Si oui, dans quel-

VOIR LA LIBÉRATION, page A 6

Une transplantation sans autorisation

RICHMOND, Virginie (PA) — Des chirurgiens ont avoué, en cour, qu'ils ont procédé à une transplantation cardiaque sans avoir reçu, au préalable, la permission de la famille du donneur et sans l'autorisation du contrôleur médical.

Ces aveux ont été entendus, hier, au cours de la troisième journée d'un procès qui se déroule, à Richmond, suite à une action en dommages de \$100.000 intentée par M. William Tucker contre des médecins de l'hôpital du collège médical de Virginie. M. Tucker a également inscrit une action d'un million de dollars contre ces mêmes chirurgiens qui ont procédé, il y a quatre ans, à la première transplantation cardiaque effectuée en Virginie. Il alléguait que l'on a délibérément laissé mourir son frère, Bruce, afin de pouvoir prélever son cœur.

Parents introuvables

Des témoins de la défense ont affirmé que tous les efforts faits pour tenter de rejoindre les parents de Bruce Tucker, grièvement blessé à la tête, le 24 mai 1968, avaient été vains.

Selon ces témoignages, devant cette situation, le contrôleur médical de la ville de Richmond aurait décidé, en vertu de la loi de Virginie concernant les corps non réclamés, d'autoriser que les chirurgiens procèdent au prélèvement du cœur de ce blessé.

Opération non autorisée

Le Dr Richard Lower, cardiologue à l'hôpital du collège médical de Virginie, l'un des médecins mis en accusation, a admis qu'il n'avait pas reçu la permission de la famille de Bruce Tucker, ni celle du contrôleur médical de la ville, au moment où l'on a ouvert la poitrine du receveur, Joseph Kleet. Ce dernier devait, incidemment, décider une semaine après l'opération.

Dans son témoignage, le Dr Lower a déclaré, entre autres, ce qui suit au sujet des efforts pour entrer en communication avec la famille de Tucker.

"On m'avait fait part des vaines tentatives pour rejoindre les parents du donneur et je n'avais aucune raison de douter que le contrôleur médical n'accorde son autorisation".

Interrogé par l'avocat de la poursuite, le Dr Douglas Wilder, qui est également sénateur de l'Etat de Virginie, le Dr Lower a nié qu'il ait demandé à un médecin "de déclarer Tucker mort, afin de pouvoir prélever son cœur". A ce propos, le chirurgien a révélé que les dossiers médicaux de l'hôpital prouvent que Tucker était cliniquement mort au moment où il fut décidé de le transporter à la salle d'opération. Le Dr Lower a indiqué qu'il avait présumé alors que ce patient serait déclaré mort peu après son arrivée à la salle d'opération. Il a avoué, cependant, que le receveur, Joseph Kleet, n'était pas, à ce moment, en danger de mort, et que, d'autre part, il aurait été possible de continuer, à l'aide de divers appareils, à maintenir le fonctionnement du cœur et des organes respiratoires de Tucker durant

VOIR UNE TRANSPLANTATION, p. A 6

AUJOURD'HUI

• Premier accord sur les armes

Tout indique qu'à l'occasion de la visite de Nixon à Moscou le président américain et les leaders soviétiques pourront annoncer un premier accord sur la limitation des armes stratégiques. — page A 8

• Manuel du parfait candidat libéral

Le parti libéral vient de diffuser, à l'intention de ses candidats dans tout le pays, un manuel de 300 pages sur la stratégie, les programmes et même les querelles de ménage des partis de l'opposition. Notre bureau d'Ottawa a obtenu en exclusivité ce document qui laisse présager la tenue d'élections générales prochaines. page D 5



• La lamproie, le pire ennemi de la truite

Serge Deyglun nous parle aujourd'hui de la lamproie, le pire ennemi des poissons. C'est d'ailleurs à cause de ce poisson si les truites, entre autres, se sont faites de plus en plus rares au Québec. — page B 5

Votre week-end

— page B 11

SOMMAIRE

Arts et spectacles: B 8 à B 10
Bandes dessinées: D 2
Cinéma: B 10
Décès, naissances, etc.: A 15
Économie: A 10, A 11, A 14
Editorial: A 4
Êtes-vous observateur?: D 3
Horoscope: C 5
Informations étrangères: A 8
Informations nationales: A 2, D 1
Loisirs et récréation: C 1, D 2
"Mot-mystère": D 7
Mots croisés: D 5
Petites annonces: C 6 à C 8, D 3 à D 13
Radio et télévision: A 15
Radio FM: B 9
Sports: B 1 à B 7
Tribunaux: A 9
Vivre aujourd'hui: C 2 à C 5
Votre médecin: C 4
Votre week-end: B 11

Une explosion au Pentagone

WASHINGTON (UPI, AFP, PA) — Une bombe a explosé au Pentagone, la nuit dernière, près du centre de communications de l'Aviation. Un groupe extrémiste, les Weathermen, a revendiqué cet attentat qui, s'il n'a fait aucune victime, a causé des dégâts dont l'importance n'a pas encore été divulguée.

L'explosion, survenu quelques heures avant la mise en vigueur de nouvelles mesures de sécurité dans cet édifice, le plus vaste immeuble à bureaux au monde entier, s'est produite

dans une salle de toilette. La déflagration a rompu des conduites d'eau et d'électricité, démantelé un mur de une longueur de 40 pieds et perforé un trou de deux pieds et demi de diamètre dans le plancher de la salle. L'eau s'échappant des conduites s'est engouffrée dans le trou pour se déverser sur les étages inférieurs, causant entre autres des dommages indéterminés à des ordinateurs de l'Aviation, au deuxième étage.

Au moment de l'explosion, vers 1 h.

VOIR UNE EXPLOSION, page A 6

62 navires retenus dans les ports

par Denis MASSE

Rien ne va plus dans les trois grands ports du Saint-Laurent.

Au total, 62 navires océaniques et côtiers sont immobilisés dans les ports de Montréal, Trois-Rivières et Québec, alors que les débardeurs de ces trois havres ont déserté complètement les quais.

A Trois-Rivières et à Québec, les débardeurs tiennent aujourd'hui des assemblées, tandis qu'à Montréal le président Jean-Marc St-Onge déclare ironiquement... "que les gars sont partis à la pêche!"

Plusieurs navires doivent se mettre à l'ancre en arrivant aux abords de ces trois ports. D'autres ont appareillé sans l'aide des amarres.

Les débardeurs ont débrayé en dépit d'une injonction obtenue contre eux le 9 mai et prolongée deux fois par la suite, la dernière fois jusqu'au 26 mai. De plus, le syndicat devra répondre à une accusation d'outrage au tribunal, qui sera plaquée le 25 mai, pour avoir transgressé l'ordonnance qui les oblige à reprendre le travail.

Le litige est survenu principalement à Montréal, où les deux parties donnent une interprétation différente à une clause de la dernière convention

collective signée il y a deux mois, mais les débardeurs de Trois-Rivières et de Québec ont voulu se montrer solidaires de leurs camarades montréalais: ils sont membres du même syndicat et la convention collective recouvre les débardeurs des trois ports.

Seuls les vérificateurs se présentent au travail chaque matin, mais ils sont tenus en congé à cause de l'absence des débardeurs.

Grand prix du festival de Cannes à 2 films italiens

CANNES (AFP) — Le grand prix du festival de Cannes 1972 a été décerné ex aequo, à l'unanimité, aux deux films italiens "L'Affaire Mattei", de Francesco Rosi et "La classe ouvrière va au paradis" d'Elvio Petri.

Le jury a tenu à récompenser les deux réalisateurs pour l'ensemble de leur oeuvre et a voulu souligner également la qualité exceptionnelle de l'im-

pression de Gian Maria Volonte dans les deux films.

Le grand prix de la Commission supérieure technique du cinéma français qui, sous l'égide de l'UNIAEC (Union internationale des associations techniques cinématographiques) est décerné tous les ans pour couronner une réalisation technique particulièrement ré-

VOIR CANNES, page A 6

L'air est plus pur à Montréal

par Florian BERNARD

La pollution de l'air est en régression sérieuse sur l'île de Montréal. Pour la première fois depuis deux ans, une série de chiffres indique, hors de tout doute, que le taux de concentration des matières polluantes a diminué de façon marquée aux principaux postes d'échantillonnage soit ceux de Saint-Jacques et de Drummond.

En 1970, la concentration moyenne de l'anhydride sulfureux était de 16,4 parties par 100 millions et de 21,3 parties dans les postes Saint-Jacques et Drummond. En 1972, cette concentration est de 7,8 et 12,2 parties, soit une diminution de quelque 50 p. cent.

Parallèlement, la concentration d'acide sulfurique a diminué de 2,54 parties, et 0,78 partie seulement.

Un autre progrès majeur a été enregistré en ce qui concerne un troi-

sième contaminant, soit la poussière fine qui flotte dans l'air. De 2,3 parties en 1968 et de 1,8 partie en 1970, cette concentration se situe en 1972 à 1,5 partie seulement.

Telles sont les conclusions du service de l'assainissement de l'air de la Communauté urbaine de Montréal, dans son rapport annuel remis aux autorités, hier soir.

La CUM a inspecté 116 industries majeures, réparties dans 18 municipa-

lités, au cours de 1971. Parmi ces industries polluantes, 25 ont installé des appareils anti-pollution dont le coût s'élève à plus de \$1 million. Par ailleurs, 14 autres ont commencé des travaux semblables dont le coût estimé dépassera \$1 million et quart.

Enfin, 61 industries ont étudié des projets avec le service de l'assainissement de l'air. Ces projets devront se

VOIR L'AIR, page A 6

LA PRESSE paraîtra lundi

Le lundi 22 mai, jour de la fête de la Reine, LA PRESSE sera publiée. Nos bureaux, à l'exception du service des Ventes du journal, seront cependant fermés.

météo

Généralement ensoleillé, quelques périodes nuageuses
Demain: plus chaud
Max. 70° Min. 50° • Détails à la page A 6
LA POLLUTION
Anhydride sulfureux: 0,02 partie par million.
Niveau tolérable: 0,10.

La météo

Week-end estival en perspective

Comme dit Dieudonné, le beau-frère d'Alcide, cependant qu'un chaton dénoue ses lacets de souliers, voici venir un temps qui va remonter le moral des Québécois.

Dieudonné, avec qui Alcide a eu une longue conversation, hier, au flanc du Mont-Royal, précise qu'un temps d'été marquera la fin de semaine. Zarathoustra, qui les accompagnait, a aussi parlé. Il a dit que le temps serait plutôt frais, aujourd'hui, avec un maximum ne dépassant guère 70 degrés, mais que le ciel serait d'un bleu marial.

Zarathoustra, qui aime bien Alcide et son beau-frère Dieudonné, a ajouté qu'il y aurait un peu de vent. Le trio a senti le passage d'un front froid, mais il a aussi vu venir une masse d'air très chaud du centre des États-Unis. Ce flux réconfortant devrait atteindre le Québec demain, faisant grimper le mercure graduellement jusqu'à ce qu'il atteigne les 85 degrés, dimanche.

Le ciel restera pur jusqu'à lundi. L'été est vraiment arrivé...

Ainsi parlaient Zarathoustra, Alcide et Dieudonné...

Gilles N.

A Montréal

AUJOURD'HUI
Maximum 45° • Minimum 70°
Généralement ensoleillé

DEMAIN
Maximum — Minimum —
Ensoleillé et chaud

Au Québec

REGIONS	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	35° 70°	Génér. ensoleillé
Mauricie	40° 70°	Périodes nuageuses
Laurentides	40° 70°	Périodes nuageuses
Lac-Saint-Jean	35° 60°	Soleil et nuages
Outaouais	45° 70°	Génér. ensoleillé
Cantons de l'Est	45° 70°	Génér. ensoleillé
Québec	50° 70°	Génér. ensoleillé
Rimouski	35° 60°	Périodes nuageuses
Baie Comeau	35° 60°	Périodes nuageuses
Gaspésie	35° 60°	Périodes nuageuses

Au Canada

	Aujourd'hui		Min.	Max.
Colombie-Britannique	Beau et chaud	Vancouver	45	57
Alberta	Périodes ensoleillées	Edmonton	48	58
Saskatchewan	Périodes ensoleillées	Régina	56	73
Manitoba	Averses ou orages	Winnipeg	64	72
Ontario	Généralement ensoleillé	Toronto	50	72
Nouveau-Brunswick	Périodes nuageuses	Saint-Jean	53	68
Nouvelle-Écosse	Généralement nuageux	Halifax	43	59
Ile-du-Prince-Édouard	Généralement nuageux	Charlottetown	48	63
Terre-Neuve	Pluvieux	Saint-Jean	50	60

Si vous partez

Aux États-Unis	Min.	Max.	Aux États-Unis	Min.	Max.
New York	52	73	Chicago	60	86
Washington	60	76	San Francisco	47	60
Boston	50	65	Los Angeles	58	69

(Ces chiffres indiquent le maximum enregistré hier et le minimum la nuit dernière)

Vers les capitales

Paris	— 55	Moscou	— 16	Hong Kong	— 75
Londres	— 52	Stockholm	— —	Lisbonne	— 59
Rome	— 50	Tokyo	— 63	Sydney	— 34
Berlin	— 61	Athènes	— 75	Tunis	— 72
Amsterdam	— 43	Casablanca	— 46	Vienne	— 61
Bruxelles	— 50	Geneve	— 55	Varsovie	— 66
Madrid	— 63	Le Caire	— —		

Vers les plages

Acapulco	77	90	Bermudes	66	88	Nassau	72	84
Mexico	54	77	Barbade	77	84	Rio de Janeiro	—	77

CANNES

SUITE DE LA PAGE A 1

ussie, a été attribué au court métrage canadien "Zikaron" de Laurent Codère, pour "l'originalité du procédé d'animation".

Ce film retrace, en quatre minutes trente, le déroulement de la vie au moyen d'animation de particules et de morceaux de liège.

Le prix inter film

Le grand prix spécial du jury du festival de Cannes 1972, prix inter film (Centre international d'évangélisme du film) a été attribué à "Solaris", film russe d'Andrei Tarkovski.

Le prix d'interprétation masculine a été décerné à Jean Yvann, pour son interprétation dans "Nous ne vieillirons pas ensemble" de Maurice Pialat.

Le prix d'interprétation féminine est allé à Susannah York, pour son interprétation dans "Images" de Robert Altman.

Court métrage

Le grand prix du court métrage a été accordé au film "Fusil à lunette" (France) de Jean Chapot.

Un prix spécial a été décerné au dessin animé belge "Opération X-70" de Raoul Servais.

Hommage à Fellini

Un hommage spécial a été rendu au film "Fellini Roma" de Federico Fellini, pour l'extraordinaire maîtrise des techniques concourant à l'évocation sensible du portrait d'une ville.

Le prix du jury a été accordé au film américain "Abattoir 5" de George Roy Hill.

UNE EXPLOSION

SUITE DE LA PAGE A 1

cette nuit, une dizaine de personnes étaient au travail au centre de communications de l'Aviation, à 200 pieds de la salle de toilette.

Cinq minutes après l'explosion, un individu disant appartenir aux Weathermen téléphonait à des journaux de New York et de Washington pour annoncer que ce mouvement avait lancé une bombe au Pentagone pour protester contre la politique suivie par les Américains au Vietnam et célébrer par cet attentat l'anniversaire de naissance de l'ancien président nord-vietnamien, Ho Chi-minh.

L'interlocuteur, qui s'est identifié comme étant l'"Underground Weatherman numéro 12", a suggéré à un journal, le New York Post, d'envoyer quelqu'un à une cabine téléphonique, près de l'imprimerie.

Deuxième attentat

Un journaliste y trouva un message ainsi rédigé: "Nous avons attaqué aujourd'hui le Pentagone, centre du commandement militaire américain. Nous agissons au moment où les bombardements navals et aériens américains contre les Vietnamiens augmentent, où les mines et les navires américains sont utilisés pour le blocus des

ports de la République démocratique du Vietnam et alors que Washington prépare d'autres projets d'escalade."

L'organisation révolutionnaire des Weathermen est une faction extrémiste des "Étudiants pour une société démocratique" (SDS). Les Weathermen avaient déjà revendiqué la responsabilité de l'attentat à la bombe du 1er mars 1971 au Capitole, siège du Congrès. De sévères mesures de sécurité avaient été prises par la suite pour protéger les édifices gouvernementaux mais depuis quelque temps la surveillance avait été relâchée.

De nouveaux dispositifs de sécurité devaient entrer en vigueur à 7 h, ce matin, en raison de fréquentes alertes à la bombe et des manifestations annoncées par des organisations pacifistes pour la fin de semaine.

LA LIBERATION

SUITE DE LA PAGE A 1

les conditions et suivant quelles modalités.

Les articles 19 et 20

L'article 19 de la Loi de la probation se lit comme suit: "Le directeur général du service de la probation peut, conformément aux règlements qui sont adoptés à cette fin, établir des programmes permettant aux personnes qui sont incarcérées dans tout établissement de détention, qu'il indique d'exercer un emploi régulier ou de suivre des cours en dehors de l'établissement ou d'exercer toute autre activité de nature à favoriser la réinsertion sociale de ces personnes."

Quant à l'article 20, il se lit comme suit: "Le directeur général peut, pour des raisons d'ordre médical ou humanitaires ou pour faciliter la réhabilitation d'une personne incarcérée dans un établissement de détention, lui permettre de s'absenter temporairement de cet établissement, aux conditions qu'il détermine conformément aux règlements adoptés à cette fin".

Si l'on s'en tient uniquement aux propos tenus par M. Choquette, c'est donc uniquement à cause de la complexité des problèmes juridiques soulevés par les demandes des "condamnés" que la réponse du ministère de la Justice tarderait.

Choquette est pressé

Les journalistes ont tenté d'obtenir plus de détails de la part de M. Choquette à ce sujet, mais celui-ci, après avoir accepté de les rencontrer, a finalement fait savoir qu'il n'aurait pas le temps de s'entretenir avec eux.

Le délai, dans la réponse du ministère de la Justice laisse les observateurs politiques perplexes à cause d'une autre déclaration faite en Chambre par M. Choquette.

Cette déclaration est la suivante: "Ce n'est pas le temps ou le moment, au moins en considérant les requêtes, d'être trop formaliste", a dit M. Choquette.

Accord international pour un satellite de communication entre le Canada et les USA

OTTAWA. (PC, AFP) — Le Canada a signé, hier matin, à Paris, un accord avec 10 pays européens, membres de l'Organisation de recherches spatiales (ESRO), pour la réalisation du projet de satellite de communication États-Unis-Canada qui sera lancé par la NASA en 1975.

Le protocole d'accord signé par le sous-ministre des Communications du Canada, M. Allan E. Gottlieb, et par le Dr Alexander Hocker, directeur général de l'ESRO, prévoit que l'organisation européenne réalisera pour ce satellite certaines pièces d'équipement qui ne sont pas disponibles au Canada.

L'ESRO pourra en retour bénéficier de l'expérience acquise avec ces pièces qu'elle envisage d'utiliser elle-même pour les satellites de haute technologie prévus pour les années 80.

L'ESRO fournira des cellules solaires un amplificateur paramétrique et un tube à ondes progressives.

Selon le ministre des Communications, M. Robert Stanbury, qui a fait part de la signature de l'accord, hier après-midi, à Ottawa, le Canada dépensera pour l'équipement quelque \$27,000,000 et pour le développement futur, dix autres millions. Le matériel européen coûtera au Canada environ \$700,000 bien que l'ESRO en fournira pour plus d'un million.

Les membres de l'ESRO sont l'Allemagne, de l'Ouest, la Grande-Breta-

gne, la France, l'Italie, la Belgique, le Danemark, la Suisse, les Pays-Bas et l'Espagne. C'est la société A. G. Telefunken de l'Allemagne de l'Ouest qui fabriquera le matériel.

Pas de bombe sur le "Queen Elizabeth 2"

NEW YORK (UPI, AFP, PA, Reuters). — La fouille minutieuse, entreprise à bord du paquebot "Queen Elizabeth II" de la compagnie Cunard et effectuée notamment par les quatre artificiers britanniques parachutés par un avion "Hercules" de la Royal Air Force, à proximité du navire, hier après-midi, a permis de conclure, avec un certain soulagement, à l'absence de tout engin explosif, susceptible de mettre en péril la sécurité du navire et de ses occupants.

Cette odieuse plansanterie, qui a soulevé un profond émoi en Grande-Bretagne, mis en branle les forces policières de Scotland-Yard et du FBI, et déclenché une vaste et spectaculaire opération aéro-navale dont le clou a été le parachutage de quatre spécialistes en désamorçage, de l'Armée et de la Marine britannique, avait débuté, mercredi après-midi par un mystérieux appel téléphonique au siège de la Cunard, à New York menaçant de faire exploser six bombes réparties dans les treize ponts du navire à moins de recevoir de la Cunard une rançon de \$350,000.

A l'appui de ses dires, le maître-chanteur soulignait, avec un fort accent américain, la présence à bord, parmi les passagers, de deux complètes, un ancien repris de justice et un homme atteint d'un cancer au dernier degré donc n'ayant plus rien à perdre, chargés de la mise à feu des bombes en cas de refus de la Cunard avant l'expiration de l'ultimatum fixé à 16 h 30, hier après-midi.

Convaincue, dès le début de cette macabre farce, que ce chantage cachait une plaisanterie d'un goût particulièrement douteux ou une tentative audacieuse pour s'emparer de \$350,000 sans coup férir, mais se refusant à prendre le moindre risque, la Cunard, tout en réunissant le montant de la rançon, en billets de \$10 et \$20, qu'elle confiait au FBI, mettait en place un dispositif de sécurité, de grande envergure, pour faire face à toute éventualité.

Mesures de sécurité

Le ministère britannique de la Défense, alerté, dépêcha sur les lieux, un avion "Nimrod" pour assurer la liaison des télécommunications entre la Grande-Bretagne et le transatlantique et veiller au bon déroulement du parachutage des quatre artificiers chargés de trouver et de neutraliser les bombes.

UN ECLATEMENT

SUITE DE LA PAGE A 1

"Il m'apparaît évident également que le complot est téléguidé de l'extérieur du mouvement par les ennemis de la CSN et plus particulièrement par le parti libéral qui, il y a quelques jours encore, donnait des directives précises à ses organisateurs pour qu'ils mettent sur pied dans chaque localité un commando provocateur destiné à briser la lutte des travailleurs du secteur public.

"Militants syndicaux, je ne doute pas que la CSN saura sortir plus forte de cette crise, car historiquement, tous ceux qui ont voulu détruire le mouvement n'ont pas réussi.

"Mais il faut redoubler de vigilance. "C'est à l'intérieur même des structures et des instances du mouvement que les travailleurs exercent véritablement leur liberté et qu'ils peuvent faire des progrès.

"La création de structures parallèles ne peut que desservir les intérêts de la classe ouvrière. C'est au conseil confédéral et au congrès qu'il appartient de décider de l'avenir de la CSN. Toute initiative parallèle ne s'explique que par la volonté de faire autre chose que de défendre les travailleurs."

Raymond PARENT, secrétaire général de la CSN

Le vol spatial habité est reporté à la mi-juillet

MOSCOU. 18 mai (AFP) — Le vol spatial habité qui devait, selon le programme, avoir lieu dans le courant du mois de mai, a été reporté à la mi-juillet, apprend-on de source informée.

Ce lancement, selon certains milieux, revêtait une valeur particulière dans la mesure où l'on soupçonnait qu'il était destiné à marquer la venue à Moscou du président Nixon.

Les deux équipes de cosmonautes qui devaient participer à la reprise de l'expérience avec la station automatique "Saliout" pour un vol orbital de 30 jours chacune et qui s'étaient rendues à Baykonour, la base de lancement soviétique, à la fin du mois d'avril, ont regagné le "Village des cosmonautes" près de Moscou, il y a quelques jours.

On indique toujours de source informée que le report du lancement est dû à une légère défaillance technique dans le fonctionnement des sièges des cosmonautes dans les vaisseaux "Soyouz" qui doivent transporter les équipages à bord de la station "Saliout". On croit savoir de même source que les responsables du lancement, après l'accident survenu à la dernière équipe de "Soyouz II", ne veulent plus prendre de risque, aussi minime soit-il.

La défaillance technique concernerait, selon cette source, le système de survie autonome des sièges des cabines qui ont été transformés depuis le dernier lancement afin de permettre aux cosmonautes de porter une combinaison spatiale lors des opérations de lancement et de retour. On rappelle que c'est l'absence de scaphandre spatial qui a été à l'origine de la mort des trois cosmonautes en juin dernier.

Les fonds marins sont "désarmés"

LONDRES (AFP) — Le traité sur le dénucléarisation des fonds marins est entré en vigueur, hier, à la suite du dépôt par la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union soviétique des instruments de ratification de cet accord.

À Londres, le dépôt a été effectué au cours d'une cérémonie au Foreign Office.

Approuvé par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1970, le traité interdit aux signataires de "placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol", au-delà d'une zone de douze milles de leurs côtes respectives.

Violente sortie de Léo Pearson contre Trudeau

par Claire DUTRISAC

"Il (le premier ministre Trudeau) réussit à décourager bon nombre d'ardents défenseurs de la Confédération et est en train de galvaniser de plus en plus d'énergies autour de l'idée d'autonomie québécoise."

Non, cette déclaration n'est pas d'un député PQ mais bien d'un libéral, Léo Pearson, député de Saint-Laurent. Devant la Commission parlementaire qui étudie la demande de crédits du ministère des Affaires sociales, M. Pearson a fait hier une violente sortie contre M. Pierre Elliott Trudeau et sa politique en matière de pension de vieillesse.

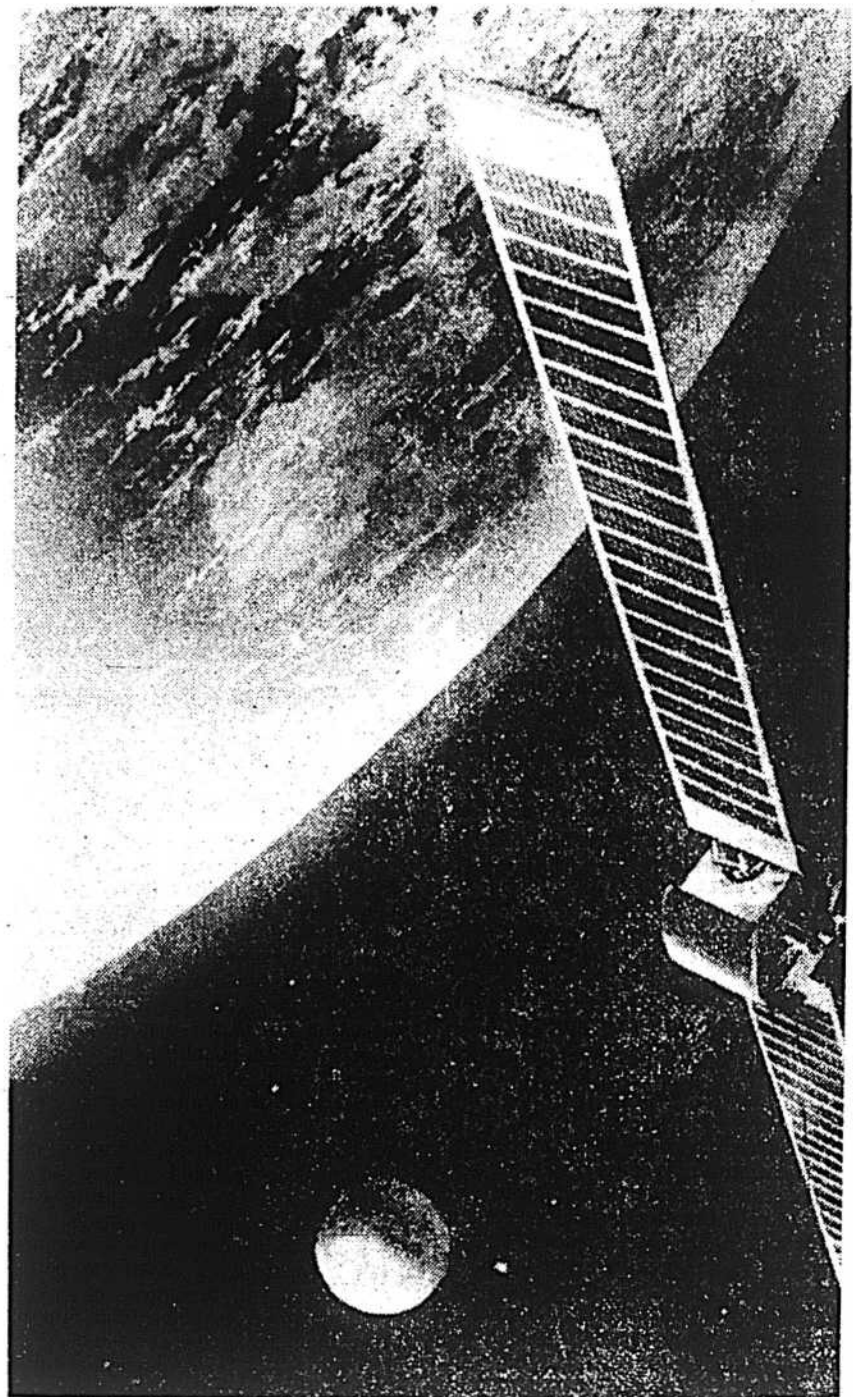
"L'arrogance de M. Trudeau à l'égard du Québec, sa politique de centralisation allant même jusqu'à l'insouciance sociale et au cynisme, par exemple, lorsqu'il choisit le moment où le Québec est aux prises avec une crise d'une ampleur jamais vue pour saboter les projets québécois de politique sociale, et ses décisions unilatérales

touchant directement plusieurs ministères mènent le Canada à la dislocation."

"S'il joue ainsi le tout pour le tout, a continué le député de Saint-Laurent, s'il tente de provoquer l'affrontement, s'il essaie de réaliser un possible engagement de mettre le Québec au pas, il se dirige vers un échec."

M. Pearson a souligné que le premier ministre du Canada semble "coupé de la réalité québécoise, peut-être parce qu'il en a été absent trop longtemps."

Les interventions de M. Pearson selon les observateurs, sont plus ou moins bien vues dans les cercles libéraux. Hier, il faisait chœur avec tous les autres partis de l'opposition qui, eux aussi, s'en sont pris avec beaucoup d'agressivité à la politique de M. Trudeau vis-à-vis du Québec et à ce que tous considéraient comme une ingérence induite dans des juridictions provinciales.



Le satellite de communication du Canada qui sera mis en orbite en 1975, sera équipé de matériel européen, en vertu d'un accord qui a été signé, hier, à Paris, avec 10 pays européens.

La motion de censure du PQ est facilement battue

par Claude MASSON
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Les Québécois ne se retrouveront pas avec des élections générales, provinciales et fédérales la même année.

Comme il fallait le prévoir, en effet, le gouvernement Bourassa s'est maintenu facilement au pouvoir au terme d'un long débat portant sur la motion de censure du Parti Québécois qui réclamait la démission du gouvernement libéral parce qu'il aurait été incapable de faire face au désordre engendré par le conflit de la fonction publique.

Unité-Québec et les deux groupes créditistes, tout en reprochant certains manquements au gouvernement dans la crise actuelle, ont voté en bloc avec le parti ministériel, soit 73 députés au total, contre la motion péquiste qui n'a été appuyée que par les sept députés de cette formation ainsi que l'indépendant Marcel Masse.

Malgré les cinq heures de débat, au cours duquel dix intervenants ont pris part, absolument aucun fait nouveau n'est sorti quant à la reprise des négociations, à la libération des chefs syndicaux et à l'amélioration du climat social au Québec.

D'ailleurs, ni le premier ministre Bourassa, ni l'ancien ou l'actuel ministre de la Fonction publique, MM. Jean-Paul L'Allier et Jean Cournoyer, ni le ministre Claude Castonguay n'ont pris part au débat. MM. L'Allier et Cournoyer n'étaient même pas présents en Chambre.

M. Bourassa a expliqué, tôt ce matin, que son silence sur la motion était la meilleure marque de son "mépris" face à l'attitude du Parti Québécois. Il a qualifié cette motion de censure de "ridicule, inopportune et contradictoire".

Ce ne sont pas les seules attaques qu'ont reçues les représentants du Parti Québécois à l'Assemblée nationale.

Le chef d'Unité-Québec, M. Gabriel Loubier, a démolit en deux temps la motion du PQ qui visait au déclenchement d'élections générales au Québec en raison de la crise actuelle.

M. Loubier a rappelé au Parti Québécois que c'est lui-même qui avait réclamé la remise à plus tard des élections municipales de Montréal, en octobre 1970, en raison même de la crise qui sévissait à ce moment-là.

"Aujourd'hui, nous voilà devant une autre crise et vous réclamez des élections. C'est contradictoire", a dit le chef unitéiste.

L'AIR

SUITE DE LA PAGE A 1

matérialiser dans un avenir prochain.

Le CUM a aussi enquêté dans 3,333 contraventions à diverses prescriptions, notamment au chapitre des incinérateurs, des cheminées, de certaines pièces d'équipement, de feux à ciel ouvert, etc. Les constatations ont conduit à 1,316 avis et 373 procédures judiciaires. A ce chapitre, il y a lieu de signaler la fermeture, en 1971, de 569 autres incinérateurs domestiques.

UNE TRANSPLANTATION

SUITE DE LA PAGE A 1

plusieurs heures et même plusieurs jours encore.

Ce à quoi le procureur de la poursuite, Me Wilder, a souligné que le délai supplémentaire aurait pu être utilisé afin de continuer les recherches dans le but de rejoindre les parents de Bruce Tucker.

Par ailleurs, M. Loubier a rappelé au PQ son insistance de voir la carte électorale transformée avant la tenue d'un prochain scrutin général au Québec. Or, la nouvelle carte ne pourrait être employée advenant une élection si le gouvernement avait été défait en Chambre.

Les reproches du PQ

A l'appui de sa motion de censure, le chef de l'aile parlementaire du parti indépendantiste, M. Camille Laurin, a invoqué trois motifs principaux:

- la rigidité de la position gouvernementale tout au long des négociations avec le Front commun intersyndical;

- le simulacre de négociation dont le gouvernement a donné la preuve tout au long des mois de pourparlers;

- la campagne politique pratiquée par le gouvernement contre les syndicats et le syndicalisme en général, "affrontement" qu'il préparait depuis son accession au pouvoir.

Pour le député de Bourget, le gouvernement Bourassa a même atteint l'étape des "provocations sauvages" à l'endroit des syndicats.

Ainsi, malgré les assouplissements de sa position, le PQ ne croit pas que le gouvernement puisse en arriver à une entente négociée avec le Front commun pour les raisons suivantes:

- la crédibilité du gouvernement semble entamée d'une façon irrémédiable, compromise d'une façon définitive;

- le gouvernement a perdu le minimum de confiance du partenaire avec lequel il doit négocier, c'est-à-dire la partie syndicale;

- le cabinet est divisé "parce qu'il est chancelant sur toutes les questions, même sur le conflit".

Au nom du gouvernement, le ministre de l'Éducation et membre du Comité interministériel de négociations avec la fonction publique, M. François Cloutier, a tout simplement rétorqué que le déclenchement d'élections générales au Québec serait "le plus vilain tour à jouer au PQ qui n'aurait plus un seul député en cette Chambre".

Le ministre Cloutier de même que le ministre des Finances, M. Raymond Gagné, se sont bornés à rappeler les étapes de la négociation et à redire leur accord face aux décisions prises jusqu'à maintenant.

"J'ai l'impression d'avoir accompli mon devoir de citoyen, de député non seulement pour la génération de fonctionnaires qui est présentement à l'œuvre mais également pour l'avenir du Québec", a déclaré le ministre Cloutier réaffirmant sa foi dans "le syndicalisme qui est une force essentielle dans la société".

Les Créditistes et le conflit

Pour le Ralliement créditiste du Québec, quatre erreurs ont été commises au cours du conflit.

Le leader parlementaire du groupe Bois, M. Fabien Roy, a mentionné ces erreurs:

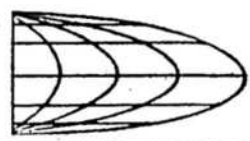
- vouloir négocier de façon globale;

- la volonté du gouvernement de vouloir négocier de façon globale;

- le retard d'un an apporté avant de faire connaître ses offres et ses positions;

- la législation — loi 19 — qui porte sur les conséquences plutôt que sur les causes du malaise;

- la série d'erreurs accumulées du gouvernement qui a refusé de prendre ses responsabilités afin de régler les problèmes sociaux "afin que ceux-ci ne dégénèrent pas en problèmes politiques".



Le voyage tant attendu

Des jardinières soviétiques plantent des bégonias, face au Kremlin, en prévision de l'arrivée du président Nixon dans la capitale soviétique. Par ailleurs, M. Nixon a reçu hier matin, dans sa retraite de campagne à Camp David (Maryland), M. Anatoli Dobrynine, ambassadeur d'URSS, avec lequel il s'est entretenu pendant une heure de l'imminent sommet américano-soviétique à Moscou. Le porte-parole de la Maison Blanche, qui a révélé cette rencontre hier après-midi, a précisé que, seul, le conseiller présidentiel, M. Henry Kissinger a assisté à cet entretien. M. Dobrynine a quitté Washington hier soir pour Moscou, où il se trouvera au moment de l'arrivée du président Nixon et de sa suite lundi prochain.

L'IRA provoque une mutinerie dans une prison de Dublin

DUBLIN (AFP) — Le calme est revenu tôt ce matin à la prison Mountjoy de Dublin, où quelque 400 détenus avaient déclenché une mutinerie en début de soirée hier. Les prisonniers ont regagné leurs cellules. L'administration de la prison a refusé d'indiquer si un accord était intervenu pour satisfaire les revendications des mutins. Ceux-ci demandaient qu'un certain nombre de détenus appartenant à l'IRA se voient reconnaître le statut de prisonniers politiques.

La mutinerie a commencé peu après la promenade du soir. Trente-six détenus appartenant à l'IRA ont brusquement maîtrisé leurs gardiens et, après s'être emparés des clés des cellules, ils ont libéré les quelque 400 prisonniers de droit commun incarcérés à Mount Joy. Pendant plus de cinq heures, les détenus ont mis à sac la prison, défonçant les portes, brisant les meubles, barricadant les entrées des quartiers pénitentiaires. Une dizaine de mutins grimpés sur le toit de la prison servaient d'intermédiaires entre leurs camarades et les autorités, menaçant de tout casser dans la prison si les demandes des détenus n'étaient pas satisfaites.

Pendant ce temps, à l'extérieur, plusieurs dizaines de militants de l'IRA manifestaient bruyamment leur appui aux mutins. Les renforts de police amenés sur place n'ayant pu parvenir à restaurer le calme, près de 200 militaires en tenue anti-émeutes ont pénétré à leur tour dans la prison. Le calme est revenu un peu plus tard, après, semble-t-il, des négociations entre les mutins et les autorités pénitentiaires. Au cours de ces désordres plusieurs gardiens et prisonniers ont été blessés, mais sans gravité.

Barricades démolies à Londonderry

En Irlande du Nord, les soldats britanniques ont envahi aujourd'hui la "forteresse" catholique de Londonderry et démolit les barricades visant à élargir les frontières du bastion. L'armée signale n'avoir rencontré qu'une "opposition minimale" de la part des guérilleros ou des catholiques vivant dans "Derry Libre".

Hier, au cours d'une journée marquée par de vives fusillades en Ulster, l'IRA était sortie de son bastion du Bogside et avait érigé des barricades dans les rues à moins de 100 pieds du centre de la ville. Elle élargissait ainsi la région "interdite", où les sol-

dat et la police ne pénètrent pas et où la loi britannique ne s'applique pas, d'un quart de mille.

Mais des bulldozers de l'armée ont enfoncé les barricades avant l'aube. Un officier a dit qu'il n'y avait pratiquement pas eu de troubles et que le bastion "n'a pas été agrandi".

Hier, un jeune protestant de 15 ans a été tué et une femme et deux adolescents ont été blessés à Belfast. Harold Morris a été mortellement blessé quand des hommes armés ont ouvert le feu sur un groupe d'enfants jouant dans une rue frontalière bordant le quartier protestant de Shankill Road.

A Londonderry, la journée a été marquée de nombreux incidents et de fusillades entre la troupe et des francs-tireurs.

Etudiants et travailleurs malgaches exigent la démission de Tsiranana

TANANARIVE, (AFP) — M. Philibert Tsiranana, au pouvoir depuis 12 ans, qui cristallise désormais sur sa personne le mécontentement des populations étudiantes et laborieuses de Tananarive, démissionnera-t-il de ses fonctions de président de la république, ainsi que le réclament avec de plus en plus d'insistance étudiants et travailleurs? C'est dans l'attente de la réponse à cette question que la capitale de la grande île vit depuis ce matin. Tout au début de l'après-midi, aucune indication ne permet de prévoir quelle sera la décision du chef de l'Etat.

Le général Ramanantsoa, investi depuis hier des pleins pouvoirs et qui s'est donné pour première tâche de ramener le calme dans les esprits avant de former une nouvelle équipe ministérielle composée de militaires et de techniciens, a transmis ce matin au président Tsiranana la demande de démission exprimée une nouvelle fois

aujourd'hui par la foule massée devant le palais présidentiel. Au cours de cette manifestation, le général Andriamahazo, gouverneur militaire de la préfecture de Tananarive, a déclaré, s'adressant à la foule, que rien ne pouvait être décidé à ce sujet sans le recours à un référendum. Il estime, en effet, que le souhait exprimé par la population de Tananarive de voir partir le président est limité à la région de la capitale et qu'on ignorait à l'heure actuelle quel était le sentiment des autres provinces du pays.

Les manifestants ayant exprimé leur méfiance quant à la régularité d'une consultation électorale (le président Tsiranana avait été réélu à 99,700 des voix le 30 janvier dernier), le général Ramanantsoa est alors intervenu pour les assurer qu'il assumait lui-même la direction des affaires du pays et qu'il fallait lui faire confiance.

Nixon signera à Moscou un premier accord sur les armes stratégiques

WASHINGTON, (PA) — A quelques heures du départ du président Nixon pour son "sommet" de Moscou, les négociations SALT progressent à un point tel que, selon des sources près de la Maison Blanche, un accord "limité" américano-soviétique sur la réduction des armes stratégiques pourrait être annoncé au cours de la visite de huit jours en Union soviétique que le chef de l'Exécutif américain entreprendra lundi prochain.

Selon ces mêmes sources, une entente de principe serait déjà intervenue entre les deux pays sur une première étape d'un traité et les négociateurs des deux camps à Helsinki travaillent "contre la montre" afin d'en arriver — à moins d'obstacles de dernière heure — à une première rédaction de l'accord qui serait prête à temps pour la rencontre Brejnev - Nixon.

Pendant que le tempo des négociations s'accroît à Helsinki, l'ambassadeur soviétique Anatole Dobrynine, accompagné du conseiller présidentiel Henry Kissinger, s'est rendu à Camp David, dans le Maryland, où le président Nixon met la dernière main à ses préparatifs avant de prendre la route de Moscou.

Selon le secrétaire de presse présidentiel, M. Ronald Ziegler, l'entretien a duré environ une heure et tout indique qu'il y a été question de l'accord en voie de négociation à Helsinki.

Deux parties

L'accord en question serait en deux parties. La première aurait trait à la limitation des missiles antibalistiques américains et soviétiques et la deuxième constituerait une entente intérimaire pour limiter le nombre des missiles lancés à partir de rampes terrestres et de sous-marins.

Ce matin, à Moscou, des sources informées déclarent qu'une annonce d'un accord limité sur la réduction et la limitation des armements nucléaires sera rendue publique aujourd'hui à Helsinki.

Cette annonce, toujours selon les sources proches du Kremlin, sera incluse dans le communiqué final de la septième session des "SALT" et précise-

ra qu'une entente est intervenue entre les Etats-Unis et l'URSS en vue de la conclusion d'un "accord limité" sur la réduction des armements stratégiques et que cet accord sera signé à Moscou, durant la visite du président Nixon.

M. Nixon prendra demain l'avion à destination de Salzbourg, Autriche, où il se reposera jusqu'à lundi alors qu'il se rendra dans la capitale soviétique. Sur la route du retour, après son "sommet", il fera escale en Iran et en Pologne.

Brandt propose de tenir des élections anticipées pour briser l'impasse

BONN. (AFP, UPI) — Immédiatement après que le "Bundesrat" (sénat) eut approuvé, par un vote unanime, la ratification des traités de Moscou et de Varsovie, le chancelier Willy Brandt a demandé aujourd'hui à l'opposition de s'entendre avec lui pour la tenue d'élections générales anticipées.

En lançant cet appel devant le Bundestag, M. Brandt a évoqué la crise parlementaire qui sévit en RFA, crise caractérisée par le fait qu'aucun des deux camps (SPD-FDP et CDU-CSU) ne peut triompher l'un de l'autre. "Ceci, a-t-il dit, rend nécessaire le retour à des conditions de majorités solides."

Le chancelier a souligné, dans sa déclaration transmise aux chefs des différents groupes parlementaires et approuvée par le vice-chancelier Walter Scheel, que l'opposition, même s'il lui est possible de provoquer l'impasse dans les votes du Bundestag, ne dispose toutefois pas de la majorité absolue nécessaire à l'élection d'un chef de gouvernement.

"En conséquence, a-t-il dit, l'opposition ne doit pas empêcher que les intérêts de l'Etat soient sauvegardés."

M. Brandt a mis en relief que les deux partis de la coalition gouvernementale sont prêts à de nouvelles élections alors que l'opposition ne s'est pas encore prononcée à cet égard. Il en a conclu que le tandem CDU-CSU voudrait repousser la consultation dans un avenir assez éloigné

de la ratification des traités de Moscou et de Varsovie qui vient d'intervenir et qui, affirme-t-il, est manifestement approuvée par la grande majorité de la population.

"Adopter une politique d'opposition serait de la part de l'opposition, faire preuve d'irresponsabilité", a conclu le chef du gouvernement de la RFA.

L'opposition: "Démissionnez"

En guise de réponse à l'appel du chancelier, le leader de l'opposition chrétienne-démocrate, M. Rainer Barzel, a exigé la démission du gouvernement qu'il a accusé d'être minoritaire et de vouloir ainsi ignorer le Parlement.

M. Barzel s'est d'autre part déclaré prêt à la tenue d'élections anticipées, mais à condition qu'une crise économique et financière ne vienne pas s'ajouter à la crise parlementaire.

Il a, en conséquence, demandé que la coalition du pouvoir social-démocrate-libéral dresse d'abord un bilan de ses réalisations dans les principaux domaines de l'action gouvernementale.

Unanimité du Bundesrat

A l'instar du Bundestag qui, par un vote de 248 oui, 10 non et 238 abstentions, avait donné son accord à la ratification des traités de Moscou et de Varsovie, les membres de la Chambre haute ont approuvé à l'unanimité la motion commune (coalition-opposition) de politique étrangère, mettant ainsi fin au processus de ratification.



Pourquoi les vins canadiens ne portent-ils pas de millésime?

Pour la raison bien simple que la grande majorité des vins importés n'en portent pas non plus.

Dans la fabrication des bonbons, des véhicules, des biscuits ou des voitures, le temps qu'il fait ne constitue pas un facteur déterminant: on peut fabriquer tous ces articles selon certaines normes, quel que soit le temps qu'il fait dehors.

Dans la fabrication du vin, le temps qu'il fait joue un grand rôle. Les années où il y a exactement la quantité de pluie et de soleil qu'il faut, le raisin donne un vin digne d'un bon "millésime". Mais cela n'arrive qu'une fois tous les dix ans. Si nous ne devions produire que des vins qui portent un millésime—des vins qui proviennent du raisin d'une

seule année—alors, vous auriez une chance sur dix d'obtenir un grand vin, et neuf chances sur dix d'avoir un vin ordinaire ou pire.

C'est pourquoi Brights, de même que la grande majorité des viniculteurs dans le monde entier, mélange ses vins. C'est pourquoi dans le 74 Sherry, que vous dégustez, il peut y avoir un sherry d'il y a dix ans—un sherry d'il y a sept ans et un d'il y a trois ans—mélangés de façon que le vin qui en résulte ait le même goût, autant que le palais puisse en juger, que le 74 Sherry produit l'année dernière ou il y a deux ans.

Parmi les vins canadiens Brights de qualité qui ne portent pas de millésime, voici la "cave" hors pair que vous pouvez facilement avoir chez vous:

74 Sherry	\$2.15 (40 oz.) 522D	Un vin apéritif délicieux.
74 Port	\$2.15 (40 oz.) 510B	Parfait avec le fromage et les biscuits salés.
Sauternes Manoir St-David	\$1.10 (26 oz.) 401A	Un vin de table blanc demi-sec.
Mazel Tor	\$1.65 (26 oz.) 596E	Un délicieux vin de dessert.
Vin rosé mousseux Du Barry	\$2.50 (26 oz.) 532B	Un vin léger "pour toutes occasions".

Vins Brights

VINS CANADIENS DE QUALITÉ

Les vins parfaits pour recevoir des amis



\$2.15 (40 oz.) 522D

\$2.50 (26 oz.) 532B

\$2.15 (40 oz.) 510B

Les B-52 déversent cinq millions de livres de bombes autour de Kontum

SAIGON, (UPI - AFP - PA) — Les B-52 américains ont effectué, aujourd'hui leurs plus lourds bombardements depuis le début de la guerre du Vietnam en larguant au-delà de cinq millions de livres de bombes autour de Kontum, la capitale des hauts plateaux menacée par d'imposantes forces communistes.

A l'occasion de l'anniversaire de naissance de leur ancien président, Ho Chi-minh, les Nord-Vietnamiens ont lancé aujourd'hui une série d'attaques contre cette ville, située à 260 milles au nord de Saigon. Dans la province voisine de Binh Dinh, des unités vietcong ont pénétré une position gouvernementale à deux milles environ au sud-ouest de Qui Nhon.

A Kontum, les bombardiers B-52 ont accompli au moins 60 sorties afin de refouler les Nord-Vietnamiens. Les B-52 sont intervenus également près d'An Loc, à 60 milles au nord de Saigon, mais à la suite d'une erreur, ils ont bombardé la route 13, juste en avant d'une colonne de secours dépechée en renfort aux défenseurs d'An Loc.

Les bombes ont creusé des cratères de 30 pieds de profondeur dans la route. La colonne de secours devra passer dans la brousse pour tenter de rejoindre son objectif.

Des combats se sont poursuivis aujourd'hui autour de la ville, réduite en cendres depuis plusieurs jours par les obus nord-vietnamiens. Des unités sud-vietnamiennes sont montées à l'assaut des bunkers nord-vietnamiens, préalablement soumis à un violent barrage de bombes au napalm.

Les Sud-Vietnamiens ont commencé à utiliser, au cours des dernières heures, de nouveaux missiles antichars télé-guidés, mis à leur disposition par les Américains. Ces projectiles peuvent perfrer une plaque d'acier de 26 pouces d'épaisseur.

D'autres batailles ont été signalées à 25 milles au nord-ouest de Saigon à Trang Bang. Les forces communistes ont été repoussées après avoir subi des pertes légères.

A Saigon, le haut commandement américain a annoncé que deux Mig nord-vietnamiens ont été abattus, hier, par des Phantom près de la base aérienne de Kep, à 45 milles environ au

nord-est d'Hanoi. Les Phantom avaient pour mission de protéger les bombardiers qui attaquaient la base.

Par ailleurs, Hanoi annonce que cinq avions américains ont été descendus au cours des trois derniers jours pendant des raids au-dessus du territoire nord-vietnamien. Ces pertes porteraient à 3,584 le nombre des appareils abattus jusqu'à présent par le Nord-Vietnam.

Les Nord-Vietnamiens poursuivent les opérations de déminage du port de Haiphong et prévoient que bientôt les convois de bateaux pourront circuler le long d'une chenal d'une quinzaine de milles.

Nixon visite Wallace et le trouve déterminé à vaincre la paralysie

SILVER SPRINGS, Maryland, (UPI, Reuter) — Le président Nixon a rendu visite aujourd'hui au gouverneur George Wallace, hospitalisé à Holy Cross à la suite de l'attentat dont il a été victime lundi.

Après un entretien d'une demi-heure avec le candidat "démocrate" à la présidence, le chef de la Maison Blanche a déclaré: "Je ne connais pas exactement la gravité des blessures de M. Wallace, mais sa tête et son cœur restent intacts, ce qui importe le plus".

Selon les derniers rapports médi-

caux, le blessé a "passé une bonne nuit", mais la partie inférieure de son corps "reste paralysée, insensible". Les spécialistes croient qu'en se prolongeant cette insensibilité diminue d'autant les chances que peut avoir l'homme politique de 52 ans de recouvrer l'usage de ses jambes. En d'autres termes, la paralysie risque de devenir permanente.

Conscient de son état, il paraît bien déterminé, disent ses aides, et M. Nixon l'a constaté aussi, à tout faire en son pouvoir pour vaincre la paralysie.

Le ministère de l'Éducation modifie le calendrier des élèves du secondaire

par Lysiane GAGNON

Par une décision que bien des observateurs interpréteront comme une volte-face ou comme un recul stratégique dans les négociations avec les enseignants, le ministère de l'Éducation vient d'amender considérablement son fameux "règlement No 7", lequel aurait eu pour effet notamment d'allonger de 175 minutes par semaine le calendrier des élèves du secondaire dans le but de favoriser les activités parascolaires.

De fait, les amendements soumis hier à l'Assemblée nationale par le ministre François Cloutier sont tels qu'on maintient, à quelques nuances près, les horaires qui prévalent actuellement, tout en consentant cependant aux commissions scolaires une plus large mesure d'autono-

mie, en ce qui concerne l'organisation d'activités étudiantes. Ce qui veut dire que certaines commissions scolaires pourront, si elles le veulent ou si elles le peuvent, dépasser les normes minimales établies dans le règlement amendé.

Les amendements proposés, après que le ministère eut reçu un avis en ce sens du Conseil supérieur de l'Éducation, sont les suivants:

- au premier cycle de l'élémentaire, soit pour les enfants de six, sept et huit ans, la durée des activités scolaires pourra être au minimum de 1250 minutes par semaine; dans la version initiale du règlement No 7, on prévoyait un horaire de 1,500 minutes pour l'ensemble des élèves de l'élémentaire. Autrement dit, le ministère assouplit ses exigences pour les élèves plus jeunes.

- au secondaire, les élèves auront 1,575 minutes de

cours proprement dit, répartis sur cinq jours de classe. Mais, stipule la nouvelle version du règlement, on pourra inclure dans ces périodes des activités étudiantes si cela n'entre pas en contradiction avec les programmes de cours. Autrement dit, si, à un endroit donné on est "en avance" sur le programme scolaire, on pourra intégrer des activités parascolaires au calendrier normal.

Rappelons que la version initiale du règlement augmentait le calendrier de l'élève de près de trois heures par semaine, en imposant 1,750 minutes de cours et d'activités étudiantes; il s'agissait là d'une innovation, dans la mesure où l'on intégrait les activités parascolaires à l'horaire régulier.

- le calendrier scolaire, au secondaire, reste de 200 jours par année, dont 180 doivent être consacrés aux cours proprement dits. Les 20 autres jours serviront, comme actuellement, à des journées pédagogiques et des rencontres avec les parents, mais aussi — et c'est là l'amendement proposé — à des activités étudiantes.

- enfin, alors que la première version du règlement imposait aux commissions scolaires d'inclure les activités étudiantes à l'intérieur de l'horaire régulier des élèves, la nouvelle version demande cette fois aux commissions scolaires de voir à ce que "tout élève puisse inclure dans son profil scolaire des activités étudiantes".

La nuance est de taille, car le profil scolaire s'étend sur les cinq années du cours secondaire.

Plus d'autonomie aux commissions scolaires
En somme, au lieu d'inclure les activités parascolaires dans le calendrier régulier

de l'élève — comme le voulait en premier lieu le règlement numéro sept —, le ministère consent à en laisser l'organisation aux commissions scolaires, incitant ces dernières à utiliser 20 jours prévus pour diverses activités pédagogiques, ou encore une partie du temps de classe régulier si l'on est en avance sur le programme, de façon telle que l'élève, au sortir du secondaire, aura à son dossier la preuve qu'il a participé à des activités étudiantes. Tout cela constitue évidemment, faut-il le préciser, un certain effort pour "humaniser" l'école, et pour mettre l'accent sur le développement personnel de l'élève.

Le règlement No 7, promulgué il y a un an pour entrer en vigueur en septembre prochain, a suscité beaucoup d'opposition chez les enseignants, qui voyaient dans la version initiale une augmentation sensible de leur tâche de travail, et par plusieurs groupes d'élèves, fâchés de devoir rester à l'école trois heures de plus par semaine. Mais pour expliquer sa nouvelle orientation, le ministre de l'Éducation n'a fait état que de résistances "d'une forte majorité de commissions scolaires qui, en raison de contraintes diverses (problèmes de transport scolaire, d'équipement, de personnel, etc.) ne se croyaient pas en mesure de satisfaire adéquatement, dans l'immédiat, aux exigences du règlement".

Des manifestations ont eu lieu sporadiquement — et en particulier à Québec et à Chicoutimi — contre le règlement, et quelques milliers d'élèves du secondaire ont

débrayé à ce sujet ces derniers temps, tandis qu'un bon nombre de syndicats d'enseignants maintenaient leur opposition à ce que le gouvernement augmente ainsi une charge de travail que les syndicats veulent définir autrement.

La CEQ: "C'est à négocier"

Interrogé hier par LA PRESSE sur les amendements apportés au règlement no 7, le vice-président de la Corporation des enseignants du Québec, M. Michel Agnaieff, a déclaré que la

CEQ ne les commenterait pas parce qu'il s'agit d'une matière à négociation. "Nous continuons à demander que la charge de travail soit non pas nécessairement diminuée ou augmentée, mais qu'elle soit définie une fois pour toutes; autrement dit, que l'on s'entende sur un nombre maximal de périodes d'enseignement par semaine et un nombre maximal d'élèves par classe selon les niveaux et les matières enseignées."

Le Conseil supérieur de l'Éducation

Dans un avis récemment

présenté au ministre de l'Éducation, et dont ce dernier a fait état en soumettant ses amendements en Chambre, le Conseil supérieur de l'Éducation rappelle en termes voilés que si ce règlement doit susciter trop d'opposition, il passera à côté du but qu'il s'était fixé.

"Le but d'un tel règlement doit être de créer un ensemble de conditions favorables à l'activité éducative, plutôt que de vouloir régir cette activité... Or, il n'apparaît pas nécessaire, pour améliorer la qualité des diverses activités,

d'éducation, d'allonger obligatoirement et de façon uniforme l'horaire scolaire actuel." Le CSE signale que toutes les commissions scolaires ne sont pas équipées pour faire face aux exigences initiales du règlement, et qu'il est préférable pour chaque milieu de procéder à une implantation graduelle de diverses activités en tenant compte de ses ressources et en donnant aux différents groupes impliqués le temps de s'adapter... ces efforts d'adaptation s'avèrent réels dans la mesure où ils sont plus librement consentis."



ERRATUM

L'article suivant aurait dû se lire comme suit:

TARTES AUX POMMES

STEINBERG
avec ou sans cannelle
24 oz 8 po. chacune

33¢

POIS ASSORTIS

DELMONTE
Canada de fantaisie

Bte 10 oz

17¢

GAGNANTS du concours

"VACANCES DE RÊVE"

EN EUROPE

Weston

FÉLICITATIONS ET BON VOYAGE À:

1. M. George Perrault, rue Marquette, Montréal-East
2. M. Guy Brosseau, — rue St-Julien, Montréal-Nord (sur la photo, Mme Brosseau.)
3. M. J. Hall, Ste-Véronique, Comté de Labelle, PQ (photo prise avec sa femme)
4. Mlle. Diane Hogues, rue Drolet, Montréal
5. Mlle Viviane Messier, rue Darling, Montréal
6. Mme Denyse Lebeau, rue Cellier, Ville D'Anjou, Montréal

Ces heureux gagnants ont chacun reçu des billets pour un voyage pour deux en Europe par Air Canada.

Ils ont également reçu chacun un minimum de \$500.00 d'argent de poche pour les aider à passer vraiment des "vacances de rêve". Notre concours "Vacances de rêve" est maintenant terminé.

Nous remercions tous ceux qui ont bien voulu y participer et nous nous engageons, une fois de plus, à ne vous offrir, à vous et à votre famille, que des produits de boulangerie de toute première qualité et d'une exquise fraîcheur.

Weston
LES GENS DU PAIN
QUOTIDIEN

Coutellerie Seville en acier inoxydable.

Couvert de 5 pièces

99¢*



Couverts assortis complémentaires au même bas prix.

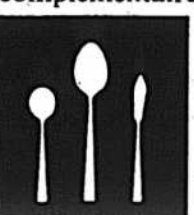
Coutellerie Seville en acier inoxydable

Couvert de 5 pièces

99¢



2 cuillères de service: 99¢ l'ensemble.



Couteau à beurre, cuillère à sucre, cuillère de service: 99¢ l'ensemble.



Louche à sauce, fourchette à viandes froides: 99¢ l'ensemble.



Appréciez l'élégance des traditions du vieux monde dans le modèle contemporain de la coutellerie Seville en acier inoxydable. Cette coutellerie en acier inoxydable lustré, de modèle contemporain à sculptures profondes, a été dessinée spécialement pour Gulf. Vous pouvez dès maintenant en faire collection chez tous les détaillants participants Gulf.

Une fois que vous vous serez procuré le premier couvert de cette élégante coutellerie Seville, vous ne serez satisfait que lorsque vous l'aurez au grand complet. Vous pouvez aussi obtenir les couverts assortis complémentaires au même bas prix.

Commencer à monter votre coutellerie Seville aujourd'hui même aux stations-service Gulf affichant cette enseigne.

*avec tout achat de \$3,00 d'achat

Dufour en évidence

de notre envoyé spécial

TROIS-RIVIERES — Les équipes de la ligue Majeure du Québec ont repêché 108 joueurs dont 24 provenant des anciennes équipes de Verdun et St-Jérôme ou de leurs filiales, hier, à l'occasion des assises de l'Association du hockey amateur du Québec, présidées par Jean Béliveau.

Plus de la moitié de ces joueurs, soit 60, proviennent de la région métropolitaine. Les choix des équipes majeures se sont arrêtés sur de jeunes joueurs prometteurs provenant de 50 municipalités de la province. Parmi les plus connus, outre Robert Sauvé et Jacques Chiasson du Verdun et du St-Jérôme, c'est Jean-Guy Dufour, des Marquis de Jonquière, Louis Loranger, de Grand'Mère, Pierre Quintal, de Boucherville, Glen Tomalty, de Lachute, Michel Blais, d'Amos, ainsi qu'Hector Jérôme, de Maniwaki, qui ont été les plus en évidence.

Ils figuraient d'ailleurs au premier rang de la plupart des listes des équipes.

Au premier tour, Dufour a échoué avec le Drummondville, suivi de Tomalty, un solide gaillard qui devrait raffermir la défense des Ducs de Trois-Rivières. Les Remparts, favorisés au tour suivant, ont pu "ramasser" deux de leurs trois premiers choix, soit Michel Blais et l'indien Hector Jérôme, un colosse qui est supposé apporter du poids à la défense des Remparts.

Soulignons que pendant le repêchage, les équipes ont dû libérer 40 de leurs joueurs protégés afin de faire de la place aux nouveaux, lesquels seraient pourvus de plus de potentiel.

Le président Robert LeBel a annoncé d'autre part, que la saison 1972-73 de son circuit débutera le 1er octobre et que chacune des neuf équipes disputera 64 matches avant les éliminatoires.

Le pilote canadien ne vit pas que de la course automobile

Les concurrents de la série Player's Challenge, qui sera inaugurée le 28 mai à la piste Sanair, comptent parmi les meilleurs pilotes du Canada.

Ils évoluent au volant de voitures de formule B, catégorie qui sert à déterminer le champion des conducteurs du Canada. Le Montréalais

Jacques Couture a décroché le titre l'an dernier.

Bien que cette série de huit épreuves soit la plus riche dotée dans les annales du championnat national, \$75,000 en bourses ayant été mis en jeu, très peu de pilotes canadiens font de la course automobile leur principale occupation.

En d'autres mots, les concurrents qui se disputent le championnat national poursuivent par ailleurs des carrières professionnelles bien variées. Deux seules exceptions, à savoir les Montréalais David McConnell et Ian Coristine qui sont pilotes à plein temps.

Par exemple, Bruce Jensen, de Toronto, neuvième au classement l'an dernier, est fleuriste en gros, et sa femme Barbara fait partie de son équipe. Maurice (Moe) McCaig, de Calgary, est président de Trimac Transportation Limited.

Ken Huband, d'Ottawa, est spécialiste en planification tandis que Mike Houslander, de Toronto, nouveau-venu dans la série, est un cameraman. Le Montréalais Roy Folland, concurrent régulier en formule B, est ingénieur de son métier.

Brian Robertson, d'Ottawa, classé deuxième en 1971, est un ancien gérant de banque maintenant associé à Fred Opert, un des principaux spécialistes en autos de courses en Amérique du Nord.

Brian Weightman, de Toronto, est directeur de district chez Chrysler du Canada, tandis que le Montréalais Gilles Léger est concessionnaire d'autos.

Il y a au Canada une trentaine de pilotes de formule B qui poursuivent des objectifs différents dans leurs vies professionnelles mais qui, une fois au volant de leur bolide, aspirent au titre de champion du Canada et au trophée Player's... Bien sûr, les bourses y sont aussi pour quelque chose !

Gilles L'Heureux souhaiterait des meetings de 100 jours!

par André TRUDELLE

L'entraîneur Gilles L'Heureux souhaiterait qu'il y ait au moins 100 jours de courses par année à Montréal. Des courses au galop, il va sans dire ! Gilles, qui a fait campagne sur plusieurs pistes américaines et canadiennes, aime à dire : Home, sweet home ! On est bien chez soi !

"Je suis convaincu qu'il se parierait \$600,000 par programme aux courses au galop, à Montréal, si le public connaissait mieux ce genre de courses. A Fort Erie, j'ai assisté à des programmes d'éducation populaire sur les courses. On faisait appel à des jockeys et à des entraîneurs et, pendant une heure ou une heure trente, ces jockeys et entraîneurs répondaient aux questions du public. Je suis convaincu que ce genre de forum plairait au public."

Pour L'Heureux, de Montréal, l'important pour l'amateur est de bien lire la condition de la course. Trouver ensuite les chevaux qui répondent le mieux à cette condition. C'est parmi eux que se trouve le vainqueur éventuel. A Blue Bonnets, où il y a une piste de 5/8e de mille les sprinters ont un léger avantage, surtout dans les courses d'un mille ou moins. Au sujet du tracé, L'Heureux affirme que c'est le meilleur qu'il ait vu au Canada et aux États-Unis.

"S'il y avait un meeting un peu plus long à Montréal, dit-il, les chevaux seraient plus nombreux et plus nom-

breux également les propriétaires locaux qui s'intéresseraient aux courses." Pour lui, il pourrait y avoir 10 courses par programme et 10 chevaux par course. "Je n'hésite pas à dire que dans de telles circonstances, il se parierait plus de \$600,000 par jour", affirme-t-il.

D'abord cuisinier

L'Heureux a été cuisinier pendant 12 ans.

"C'est un cousin de l'entraîneur Alphonse Pion qui m'a le premier intéressé aux courses, nous dit Gilles. André Pion. était cuisinier comme moi, et il l'est toujours. Le matin, il m'invitait à me rendre aux écuries voir les chevaux. Les surveiller à l'entraînement. J'avais commencé à travailler à l'âge de 15 ou 16 ans. J'étais jeune. J'ai donc décidé, un bon jour, de changer de métier."

"J'ai déjà travaillé pour Albert Hanna. Mais je préférais les pur-sang. C'est avec Alphonse Pion que j'ai surtout appris. Puis avec Walter Mason. Mais à mon tout début, j'ai été gérant d'écurie pour les sportsmen Jackson et Brown, puis j'ai travaillé pour M. Perkins. "En 1968, j'ai demandé un permis d'entraîneur. On m'a fait passer un examen oral et un examen écrit sur le squelette du cheval, les méthodes d'entraînement, l'équipement. Mais quelle que soit votre connaissance théorique, elle ne vaut pas l'expérience. Et sans les vieux trucs du métier dont vous parlent les vétérinaires, sans les conseils dont

ils vous font part, point de succès possible."

L'Heureux a donc appris avec le temps comment il fallait s'y prendre pour entraîner un cheval, pour lui "faire les pattes", pour le préparer à une course donnée. L'Heureux a beaucoup de respect pour Emile Allain, qu'il considère comme l'un des meilleurs entraîneurs sur le terrain. "Allain n'a pas son pareil pour entraîner un cheval et il n'est pas avare de ses conseils", nous dit

L'Heureux.

Il n'a pas connu une très bonne année, en 1971, mais il espère faire mieux cette année. Ce soir, commencera la série d'endurance, course handicap qui sera disputée sur une distance d'un mille. Le secrétaire de courses Norris E. Gwin a réuni un peloton de neuf chevaux pour cette épreuve. Il semble donc que la pénurie de chevaux qui a affecté Blue Bonnets au début du meeting s'estompe avec le temps.



BILINGUISME FONCTIONNEL

Je veux parler anglais

Méthode audio-lingual avec supports visuels

Session intensive d'été

28 juin au 9 août

126 heures — \$185.00

Lundi, mardi, mercredi, jeudi, de 8:45 a.m. à 14:00 p.m.

Niveaux débutant, intermédiaire, avancé

Tests de classement le jeudi, de 17:00 à 19:00 p.m. à partir du 25 mai

Les étudiants de l'extérieur de Montréal peuvent louer une chambre à notre résidence.

Renseignements: (514) 849-5331, poste 723 (frais virés)

YMCA de Montréal, Succursale Centreville, 1441 Drummond, Montréal 107, Québec

Optométriste
Bruno Ouesnel, O.D.

bureau chez
PEOPLES CREDIT
JEWELLERS

1015 ouest, Ste-Catherine
849-7071

GRAVELY TONTE DE 40"

La tondeuse rotative de 40" de Gravelly est le choix des professionnels. 3 lames donnent une tonte idéale ajustable de hauteur. Venez l'essayer.

Le tracteur Gravelly de 12 cv. Convertible avec tondeuse rotative de 40".

OUVERT LUNDI 22 MAI



W.H. Perron
515, boul. LABELLE
Chomedey (LAVAL)

Tél.: 332-3610

Montreal et banlieues
Vente terrain de stationnement gratuit.
Jeu, et vendredi de 8 h. à 8 h. 45 p.m.
Samedi de 8 h. à 4 h. 30 p.m.

AVEC TURTLE WAX VOUS AUREZ UN FINI IMPECCABLE



Turtle Wax s'adapte à notre temps.

Maintenant, notre fini résistant si réputé s'est mis à la mode laver-porter. Nous lui avons ajouté un nouvel ingrédient anti-détersif qui résiste même aux jets des lave-voitures automatiques. Imaginez combien il résistera à la pluie, au calcium et autres intempéries. A la pluie comme au beau temps, le poli "Turtle" est toujours là.

Son éclat? Turtle brille comme un miroir. Aucun autre produit n'est aussi luisant ni aussi résistant.

Tenez le haut du pavé avec la cire Turtle, la cire liquide pour auto la plus vendue au monde. Rien ne se vend mieux parce que rien ne résiste mieux.

Prenez un départ éblouissant.

RIEN D'AUTRE
N'EST AUSSI SÛR



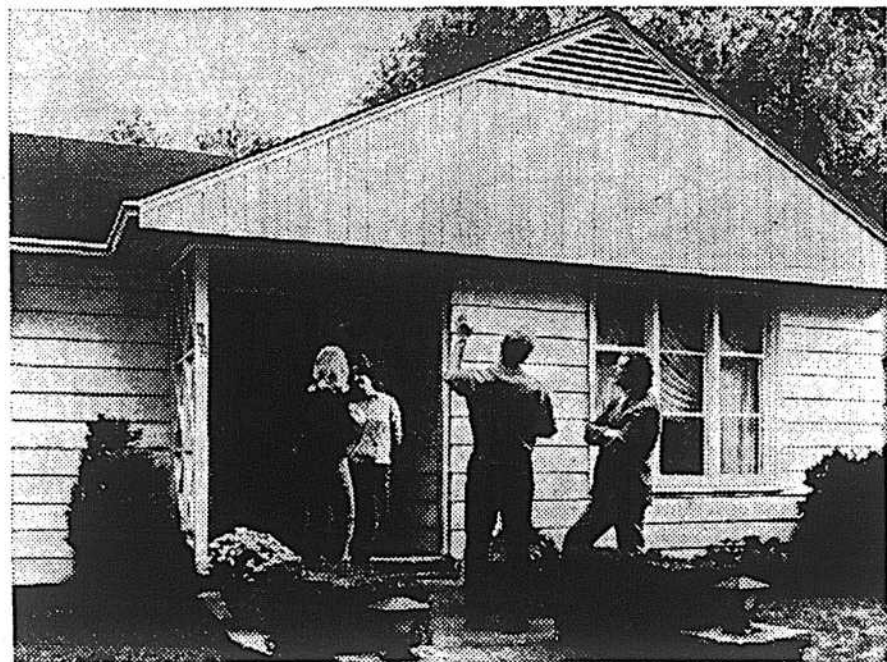
POUR MIEUX VOUS SERVIR

VOUS POURREZ RECEVOIR VOS PRESTATIONS PLUS RAPIDEMENT SI VOUS POSTEZ VOTRE DÉCLARATION LE VENDREDI PLUTÔT QUE LE SAMEDI, MAIS AVANT 3 HEURES DE L'APRÈS-MIDI.

SI APRÈS NOUS AVOIR ENVOYÉ VOTRE DÉCLARATION, VOUS TRAVAILLEZ LE SAMEDI, VEUILLEZ LE MENTIONNER DANS VOTRE DÉCLARATION SUIVANTE.

Unemployment Insurance Canada Assurance-chômage Canada

Le revêtement Stelco dure, dure, dure, dure indéfiniment... et ne coûte pas plus cher que les revêtements métalliques ordinaires.



Le revêtement Stelco résiste aux chocs et au bossellement mieux que tout autre revêtement métallique actuel.

Le revêtement Stelco est élégant. Deux genres de finition. Et sept couleurs décoratives.

Le revêtement Stelco est endurant. Il ne s'écaille pas, ne se fendille pas, ne cloque pas.

Le revêtement Stelco augmente la valeur de votre maison. Il supprime les frais de peinture. Et il est garanti. Une garantie de 20 ans, la meilleure qui soit. Comparez et vous verrez.

Pourtant, il ne coûte pas plus cher que les revêtements métalliques ordinaires.

stelco

le seul revêtement en



Pour une estimation gratuite, appelez le représentant Stelco autorisé.

B.P. Aluminum
Limitée
774 Pierre-Viger, Boucherville
655-1324

Laval Aluminum & Steel
Limitée
3576 Du Souvenir, Laval
688-9981

Montreal North Roofing
Limitée
8200 Rue LaFrenais, St. Léonard
324-8300

Weather-Vane Aluminum
& Steel Products Limitée
3055 Verdun Avenue, Verdun
769-3853

Dufour en évidence

de notre envoyé spécial

TROIS-RIVIERES — Les équipes de la ligue Majeure du Québec ont repêché 103 joueurs dont 24 provenant des anciennes équipes de Verdun et St-Jérôme ou de leurs filiales, hier, à l'occasion des assises de l'Association du hockey amateur du Québec, présidées par Jean Béliveau.

Plus de la moitié de ces joueurs, soit 60, proviennent de la région métropolitaine. Les choix des équipes majeures se sont arrêtés sur de jeunes joueurs prometteurs provenant de 50 municipalités de la province. Parmi les plus connus, outre Robert Sauvé et Jacques Chiasson du Verdun et du St-Jérôme, c'est Jean-Guy Dufour, des Marquis de Jonquière, Louis Loranger, de Grand'Mère, Pierre Quintal, de Boucherville, Glen Tómalta, de Lachute, Michel Blais, d'Amos, ainsi qu'Hector Jérôme, de Maniwaki, qui ont été les plus en évidence.

Ils figuraient d'ailleurs au premier rang de la plupart des listes des équipes.

Au premier tour, Dufour a échoué avec le Drummondville, suivi de Tómalta, un solide gaillard qui devrait raffermir la défensive des Ducs de Trois-Rivières. Les Remparts, favoris au tour suivant, ont pu "ramasser" deux de leurs trois premiers choix, soit Michel Blais et l'Indien Hector Jérôme, un colosse qui est supposé apporter du poids à la défensive des Remparts.

Soulignons que pendant le repêchage, les équipes ont dû libérer 40 de leurs joueurs protégés afin de faire de la place aux nouveaux, lesquels seraient pourvus de plus de potentiel.

Le président Robert LeBel a annoncé d'autre part, que la saison 1972-73 de son circuit débutera le 1er octobre et que chacune des neuf équipes disputera 64 matches avant les éliminatoires.

Le pilote canadien ne vit pas que de la course automobile

Les concurrents de la série Player's Challenge, qui sera inaugurée le 28 mai à la piste Sanair, comptent parmi les meilleurs pilotes du Canada.

Ils évoluent au volant de voitures de formule B, catégorie qui sert à déterminer le champion des conducteurs du Canada. Le Montréalais

Jacques Couture a décroché le titre l'an dernier.

Bien que cette série de huit épreuves soit la plus riche en dotations dans les annales du championnat national, \$75,000 en bourses ayant été mis en jeu, très peu de pilotes canadiens font de la course automobile leur principale occupation.

En d'autres mots, les concurrents qui se disputent le championnat national poursuivent par ailleurs des carrières professionnelles bien variées. Deux seules exceptions, à savoir les Montréalais David McConnell et Ian Coristine qui sont pilotes à plein temps.

Par exemple, Bruce Jensen, de Toronto, neuvième au classement l'an dernier, est fleuriste en gros, et sa femme Barbara fait partie de son équipe. Maurice (Moe) McCaig, de Calgary, est président de Trimac Transportation Limited.

Ken Huband, d'Ottawa, est spécialiste en planification tandis que Mike Houslander, de Toronto, nouveau-venu dans la série, est un cameraman. Le Montréalais Roy Folland, concurrent régulier en formule B, est ingénieur de son métier.

Brian Robertson, d'Ottawa, classé deuxième en 1971, est un ancien gérant de banque maintenant associé à Fred Opert, un des principaux spécialistes en autos de courses en Amérique du Nord.

Brian Weightman, de Toronto, est directeur de district chez Chrysler du Canada, tandis que le Montréalais Gilles Léger est concessionnaire d'autos.

Il y a au Canada une trentaine de pilotes de formule B qui poursuivent des objectifs différents dans leurs vies professionnelles mais qui, une fois au volant de leur bolide, aspirent au titre de champion du Canada et au trophée Player's... Bien sûr, les bourses y sont aussi pour quelque chose!

Gilles L'Heureux souhaiterait des meetings de 100 jours!

par André TRUELLE

L'entraîneur Gilles L'Heureux souhaiterait qu'il y ait au moins 100 jours de courses par année à Montréal. Des courses au galop, il va sans dire! Gilles, qui a fait campagne sur plusieurs pistes américaines et canadiennes, aime à dire: Home, sweet home! On est bien chez soi!

"Je suis convaincu qu'il se parierait \$600,000 par programme aux courses au galop, à Montréal, si le public connaissait mieux ce genre de courses. A Fort Erie, j'ai assisté à des programmes d'éducation populaire sur les courses. On faisait appel à des jockeys et à des entraîneurs et, pendant une heure ou une heure trente, ces jockeys et entraîneurs répondaient aux questions du public. Je suis convaincu que ce genre de forum plairait au public."

Pour L'Heureux, de Montréal, l'important pour l'amateur est de bien lire la condition de la course. Trouver ensuite les chevaux qui répondent le mieux à cette condition. C'est parmi eux que se trouve le vainqueur éventuel. A Blue Bonnets, où il y a une piste de 1/2 de mille les sprinters ont un léger avantage, surtout dans les courses d'un mille ou moins. Au sujet du tracé, L'Heureux affirme que c'est le meilleur qu'il ait vu au Canada et aux États-Unis.

"S'il y avait un meeting un peu plus long à Montréal, dit-il, les chevaux seraient plus nombreux et plus nom-

breux également les propriétaires locaux qui s'intéresseraient aux courses." Pour lui, il pourrait y avoir 10 courses par programme et 10 chevaux par course. "Je n'hésite pas à dire que dans de telles circonstances, il se parierait plus de \$600,000 par jour", affirme-t-il.

D'abord cuisinier

L'Heureux a été cuisinier pendant 12 ans.

"C'est un cousin de l'entraîneur Alphonse Pion qui m'a le premier intéressé aux courses, nous dit Gilles. André Pion était cuisinier comme moi, et il l'est toujours. Le matin, il m'invitait à me rendre aux écuries voir les chevaux. Les surveiller à l'entraînement. J'avais commencé à travailler à l'âge de 15 ou 16 ans. J'étais jeune. J'ai donc décidé, un bon jour, de changer de métier."

"J'ai déjà travaillé pour Albert Hanna. Mais je préfère les pur-sang. C'est avec Alphonse Pion que j'ai surtout appris. Puis avec Walter Mason. Mais à mon tout début, j'ai été gérant d'écurie pour les sportsmen Jackson et Brown, puis j'ai travaillé pour M. Perkins. "En 1968, j'ai demandé un permis d'entraîneur. On m'a fait passer un examen oral et un examen écrit sur le squelette du cheval, les méthodes d'entraînement, l'équipement. Mais quelle que soit votre connaissance théorique, elle ne vaut pas l'expérience. Et sans les vieux trucs du métier dont vous parlent les vétérans, sans les conseils dont

ils vous font part, point de succès possible."

L'Heureux a donc appris avec le temps comment il fallait s'y prendre pour entraîner un cheval, pour lui "faire les pattes", pour le préparer à une course donnée. L'Heureux a beaucoup de respect pour Emile Allain, qu'il considère comme l'un des meilleurs entraîneurs sur le terrain. "Allain n'a pas son pareil pour entraîner un cheval et il n'est pas avare de ses conseils", nous dit

L'Heureux.

Il n'a pas connu une très bonne année, en 1971, mais il espère faire mieux cette année. Ce soir, commencera la série d'endurance, course handicap qui sera disputée sur une distance d'un mille. Le secrétaire de courses Norris E. Gwin a réuni un peloton de neuf chevaux pour cette épreuve. Il semble donc que la pénurie de chevaux qui a affecté Blue Bonnets au début du meeting s'estompe avec le temps.



BILINGUISME FONCTIONNEL

Je veux parler anglais
Méthode audio-lingual avec supports visuels
Session intensive d'été
28 juin au 9 août
126 heures — \$185.00

Lundi, mardi, mercredi, jeudi,
de 8:45 a.m. à 14:00 p.m.
Niveaux débutant, intermédiaire, avancé

Tests de classement le jeudi,
de 17:00 à 19:00 p.m.
à partir du 25 mai

Les étudiants de l'extérieur de Montréal
peuvent louer une chambre à notre résidence.

Renseignements: (514) 849-5331, poste 723
(frais virés)

YMCA de Montréal, Succursale Centreville,
1441 Drummond, Montréal 107, Québec
(METROPOLITAIN)

Optométriste
Bruno Quesnel, O.D.

Bureau Libre

PEOPLES CREDIT
JEWELLERS

1015 ouest, Ste-Catherine
849-7071

GRAVELY
TONTÉ
DE 40"

La tondeuse rotative de 40" de Gravelly est le choix des professionnels. 3 lames donnent une tonte idéale ajustable de hauteur. Venez l'essayer.

Le tracteur Gravelly de 12 c.v. Convertible avec tondeuse rotative de 40".

OUVERT LUNDI
22 MAI



W.H. Perron
515, boul. LABELLE
Chomedey (LAVAL)

Tél.: 332-3610
Montréal et banlieues
1 mile au nord du pont de Cartierville.
Veste terrain de stationnement gratuit.
Jeudi et vendredi de 8 h.m. à 6 h.45 p.m.
Samedi de 8 h.m. à 4 h.30 p.m.



POUR MIEUX VOUS SERVIR

VOUS POURREZ RECEVOIR VOS PRESTATIONS PLUS RAPIDEMENT SI VOUS POSTEZ VOTRE DÉCLARATION LE VENDREDI PLUTÔT QUE LE SAMEDI, MAIS AVANT 3 HEURES DE L'APRÈS-MIDI.

SI APRÈS NOUS AVOIR ENVOYÉ VOTRE DÉCLARATION, VOUS TRAVAILLEZ LE SAMEDI, VEUILLEZ LE MENTIONNER DANS VOTRE DÉCLARATION SUIVANTE.

Unemployment Insurance Canada Assurance-chômage Canada

Le revêtement Stelco dure, dure, dure, dure indéfiniment... et ne coûte pas plus cher que les revêtements métalliques ordinaires.



Le revêtement Stelco résiste aux chocs et au bossellement mieux que tout autre revêtement métallique actuel.
Le revêtement Stelco est élégant. Deux genres de finition. Et sept couleurs décoratives.
Le revêtement Stelco est durable. Il ne s'écaille pas, ne se fendille pas, ne cloque pas.
Le revêtement Stelco augmente la valeur de votre maison. Il supprime les frais de peinture.
Et il est garanti. Une garantie de 20 ans, la meilleure qui soit. Comparez et vous verrez.
Pourtant, il ne coûte pas plus cher que les revêtements métalliques ordinaires.

stelco

le seul revêtement en



Pour une estimation gratuite, appelez le représentant Stelco autorisé.

7204-8F

B.P. Aluminum
Limitée
774 Pierre-Viger, Boucherville
655-1324

Laval Aluminum & Steel
Limitée
3576 Du Souvenir, Laval
688-9981

Montreal North Roofing
Limitée
8200 Rue LaFrenais, St. Léonard
324-8300

Weather-Vane Aluminum
& Steel Products Limitée
3055 Verdun Avenue, Verdun
769-3853

AVEC TURTLE WAX VOUS AUREZ UN FINI IMPECCABLE



Turtle Wax s'adapte à notre temps. Maintenant, notre fini résistant si réputé s'est mis à la mode laver-porter. Nous lui avons ajouté un nouvel ingrédient anti-détersif qui résiste même aux jets des lave-voitures automatiques. Imaginez combien il résistera à la pluie, au calcium et autres intempéries. A la pluie comme au beau temps, le poli "Turtle" est toujours là.

Son éclat? Turtle brille comme un miroir. Aucun autre produit n'est aussi luisant ni aussi résistant.

Tenez le haut du pavé avec la cire Turtle, la cire liquide pour auto la plus vendue au monde. Rien ne se vend mieux parce que rien ne résiste mieux.

Prenez un départ éblouissant.

RIEN D'AUTRE
N'EST AUSSI SÛR

300 pages sur la stratégie, les politiques et même les querelles de ménage des partis de l'opposition

Marcel DESJARDINS

de notre bureau d'Ottawa



par **Marcel DESJARDINS**
de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — Si vous avez l'intention de vous porter candidat libéral aux prochaines élections fédérales, vous devez savoir que les conservateurs attaqueront votre chef en le faisant passer pour "arrogant, impitoyable, totalitaire" et que le NPD alléguera "le manque d'animation de M. Trudeau".

En plus de la stratégie des partis de l'opposition vous devrez aussi connaître leurs politiques, leurs querelles de ménage et, bien entendu, le bilan du gouvernement libéral tout aussi bien que son leader, M. Trudeau.

Pour faciliter la tâche à ses por-

te-étendard, le parti libéral a publié "Le manuel du candidat libéral, 1972", document de travail contenu dans un énorme cahier rouge et distribué depuis quelques jours aux députés libéraux fédéraux. Un de ces manuels est tombé entre les mains de "LA PRESSE". La remise du manuel du parfait candidat laisse présager la tenue prochaine d'élections fédérales et témoigne de la préparation électorale du parti ministériel.

Les conservateurs auraient distribué le leur il y a un mois environ.

La stratégie de l'adversaire

Voici comment, grosso modo, les libéraux entendent la bataille que les partis de l'opposition leur livreront.

Les conservateurs mèneront une campagne axée sur l'économie et centrée autour de la création "d'une société incitatrice".

La campagne du NPD tournera aussi autour des questions économiques.

Celle du Crédit Social, le parti

qui de loin intéresse le moins les auteurs du manuel, insistera sur l'importance de l'individu dans la société.

La campagne du parti conservateur portera plutôt sur l'image du chef que sur des mesures particulières.

"Les conservateurs, expliquent les libéraux, s'efforceront de montrer que leur chef est un homme amène, amical, sensible et fiable, que le parti se préoccupe de la population et de ses problèmes et ils chercheront à nous montrer comme arrogants, impitoyables et cachottiers les députés qui occupent actuellement les banquettes du gouvernement. Le parti fera plus appel aux instincts affectifs de la population qu'à son cerveau, bien qu'il s'adressera aussi à l'intelligence des électeurs."

Mais attention, les candidats libéraux ne doivent pas se laisser manger la laine sur le dos pour autant. En politique, la riposte est bien de mise, elle est même de rigueur.

Les conservateurs ne sont pas infaillibles, loin de là.

"Le manuel du candidat libéral" explique pourquoi:

"Il est possible qu'il y ait des dissensions au sein du parti."

"Même si la majorité des conservateurs semblent appuyer solidement M. Stanfield et sa direction, il existe quelques sujets de con-

quement élevé contre certaines des mesures par eux proposées.

"Il n'a pas encore de lieutenant de langue française manifeste et ne semble pas jouir de beaucoup d'appui ni inspirer grande confiance dans l'ensemble du Québec."

Le NPD

Des querelles de ménage, il s'en

se doit, une biographie de Pierre Elliott Trudeau, dont il est dit que son mandat a été marqué "par la qualité de leadership et la rapidité d'action", lors de deux crises graves: "La menace du FLQ en 1970 et les conséquences des mesures économiques américaines au cours de l'été et de l'automne dernier". La deuxième présente un impo-

Le manuel du candidat libéral, 1972

tation en ce qui concerne les mesures à adopter.

"Les conservateurs de l'ouest ont tendance à différer d'avis avec M. Stanfield sur le bilinguisme, surtout quant au bill des langues officielles (...).

"M. Stanfield a perdu la confiance de beaucoup de conservateurs du Québec et il s'est énergi-

trouve également au sein du Nouveau Parti démocratique, faction politique aux prises avec une aile radicale qui, comme le rappelle le document de travail des candidats libéraux, fraternise avec les séparatistes québécois, sollicite l'appui du PQ, préconise l'autodétermination du Québec et s'affirme comme étant carrément anti-américaine.

L'aile québécoise du NPD est plus socialiste que "l'establishment" du parti et en plus, comme les candidats en sont maintenant informés, "elle continue à pousser activement la résolution "séparatiste" présentée au congrès (leadership) et recherche ouvertement l'appui électoral du Parti québécois".

Le Crédit Social

Que dire de la stratégie créditiste?

Elle serait la moins bien définie de toutes, selon les libéraux. Peut-être est-elle tout simplement mieux gardée que celle des deux autres.

A tout événement, les libéraux s'attendent à ce que les créditistes parlent de la peine de mort, de la sédition, des crimes politiques, de revenu annuel garanti et des libertés de l'individu.

Du mouvement Action-Canada que dirige M. Paul Hellyer, il n'en est pas question.

L'ouvrage non relié d'environ 300 pages comporte cinq parties. Il accorde une place prépondérante au chef libéral.

La première comprend, comme il

sant bilan des années 1968-72 où on insiste sur les faits saillants des dernières années, sur les réalisations du parti et sur les bénéfices des mesures adoptées.

Le tout porte sur la justice sociale, la qualité de la vie, l'harmonie du milieu naturel, la souveraineté et l'indépendance, la paix et la sécurité et la prospérité économique.

Un autre chapitre a été constitué à partir d'un échantillonnage des principaux griefs formulés contre les ministères: "Le premier ministre est trop socialiste", "le gouvernement a trop fait pour les pauvres", "le gouvernement nous impose le français", "le premier ministre est un sympathisant communiste", "on trame un complot pour renverser la monarchie", etc...

Ces griefs sont regroupés selon les thèmes mentionnés plus haut et on indique aux candidats libéraux comment les réfuter en énumérant les réalisations qui s'appliquent à chacune des critiques, les avantages qu'elles comportent, l'opinion du premier ministre sur la question et celles de MM. Robert Stanfield et David Lewis. M. Réal Caouette, le chef du Crédit Social n'a pas souvent le droit d'être cité dans "le manuel des candidats libéraux".

Un chapitre résume la politique, la stratégie et l'état des trois partis (conservateur, néo-démocrate, Crédit Social) et un cinquième fournit des données sur l'économie et les problèmes urbains.

Le séparatisme québécois est considéré comme une réalité qu'il faut combattre

de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — Même si le peuple n'est pas séparatiste, il est dangereux, surtout dans le cas des Québécois, que les prétendues élites ne cessent de parler des questions relatives au séparatisme.

Cet avertissement, c'est le chef du parti libéral, M. Pierre Elliott Trudeau, qui le réitère aux candidats libéraux lors des prochaines élections fédérales dans un document de travail intitulé "Le manuel du candidat libéral" publié à l'intention des porte-parole du parti.

Ces remarques du premier ministre apparaissent dans le chapitre qui fait état des reproches les plus courants adressés aux libéraux.

"Le grief" se lit comme suit: "Au Québec, le séparatisme est plus près de la réalité aujourd'hui qu'il ne l'était il y a quatre ans".

Or, le candidat libéral qui se fait servir cette remarque doit, selon le manuel, expliquer qu'au Québec le séparatisme est maintenant considéré comme une réalité mais que "l'administration libérale fédérale ne l'évite ni ne le dissimule — elle le combat".

Suit un paragraphe attribué au premier ministre qui reconnaît que le séparatisme constitue une menace "du fait surtout que les éléments qui se font entendre le plus dans la collectivité, les personnes qui travaillent dans les journaux ou les postes de radio ou de télévision,

et ainsi de suite, ceux qui se font, pour ainsi dire, les porte-parole de l'opinion publique comprennent une forte proportion de séparatistes dans leurs rangs".

Plus loin, M. Trudeau fait remarquer aux candidats libéraux que son équipe a trouvé le moyen d'enrayer le sentiment de désaffection des Québécois envers le gouvernement fédéral. "Voilà pourquoi, ajoute-t-il, je joue avec le temps entièrement convaincu que la situation sera nettement améliorée d'ici la prochaine fois."

Une opinion

Le document comprend une longue litane de reproches qui peuvent être fait aux candidats durant leur campagne.

L'ouvrage leur explique comment s'y prendre pour répondre.

Ainsi, quand on accusera le gouvernement Trudeau d'être anti-américain, les libéraux répondront que c'est faux, évidemment, et que les intérêts canadiens exigent que le Canada négocie en position de force avec les États-Unis.

A ceux qui en douteront, le parti libéral suggère à ses candidats d'insister sur certaines réalisations dans ce domaine:

1) "Le Canada a réussi à faire supprimer la surtaxe sans réévaluer le dollar canadien".

2) "Les négociations commerciales avec les Américains se poursuivent normalement".

Planification familiale: Castonguay se fixe trois objectifs précis

Le ministre Castonguay a exposé, hier, devant la Commission parlementaire sur les Affaires sociales, à Québec, quelles politiques il entend suivre en matière de planification familiale. Ceci à l'occasion de la demande de crédits pour son ministère.

Le ministre définit comme politique de planification des naissances, "une politique ayant pour objectif la mise en place des conditions propres à amener la possibilité pour le couple (ou l'individu) d'avoir le nombre d'enfants qu'il désire au moment souhaité par lui."

Pour y atteindre, le ministre se fixe trois objectifs qui

sont interdépendants les uns des autres: la prévention sous forme d'éducation, la diffusion des connaissances et enfin la formation des responsables dans ce domaine de la planification familiale.

Au chapitre de la prévention, le ministre fait sienne la recommandation de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme visant à ce que l'éducation à la vie familiale soit enseignée aux garçons et filles depuis l'école primaire jusqu'à la fin du secondaire.

Le ministre entend donc implanter de tels programmes, en collaboration avec le ministère de l'Éducation. Ces cours porteraient non seulement sur l'effet biologique de

la reproduction mais aussi sur les rapports entre époux, et entre parents et enfants.

Cette action préventive s'exercera également au niveau des adultes qui pourront obtenir des services de formation et de consultation et même des traitements médicaux ou psycho-sociaux selon leurs besoins.

Diffusion des connaissances

Quant à la diffusion des connaissances, elle seule permet "des choix individuels, libres et responsables". Il s'agit, d'une part, d'informer des méthodes de contrôle de la fécondité dans le sens de limitation des nais-

sances. Mais d'informer également des moyens de favoriser la fécondité, ou de retarder, espacer ou même arrêter définitivement celle-ci.

L'implantation de services d'information dans les centres locaux de services communautaires permettra de rendre accessible à tous "l'information nécessaire à l'exercice d'une parenté responsable". Ceux qui auront des difficultés plus sérieuses pourront consulter les services d'information et de consultation des centres hospitaliers ou des centres de services sociaux.

Enfin, toujours dans le cadre de la diffusion des connaissances, le ministre entend mettre sur pied des ser-

vices d'information sur la planification des naissances dans les écoles secondaires, les Cégep et les universités.

Programmes de formation

Pour que ces grandes orientations puissent s'appliquer, le ministre estime qu'il faut voir à la formation des professionnels impliqués dans la distribution de ces services.

"La mise sur pied de programmes de formation s'adressant au personnel médical et para-médical ainsi qu'aux spécialistes des services sociaux et des disciplines connexes est considérée comme prioritaire."

Enfin, le ministre a rap-

pelé que la province de Québec est parmi les plus avancées dans le domaine de la planification des naissances. Au cours des deux dernières années, des organismes oeuvrant dans le domaine ont reçu des subventions de plus de \$200.000. Des bourses et subventions à la recherche ont contribué pour plus de \$110.000 à des études liées au domaine de la planification familiale.

Enfin, de rappeler le ministre, depuis janvier 1971 tous les actes posés dans un but de planification des naissances sont reconnus comme services assurés par le régime d'assurance-maladie du Québec.



CÉRÉMONIAL DU MARIAGE

Vous trouverez chez "Classy" tous les habits de cérémonie, du style Prince-Albert au style Edvardian.

Un choix de plus de trente styles différents dans les habits de gala avec les chemises et cravates assorties. Ainsi toutes les personnes du cortège nuptial seront en grande tenue.

SERVICE DE LOCATION ÉCONOMIQUE

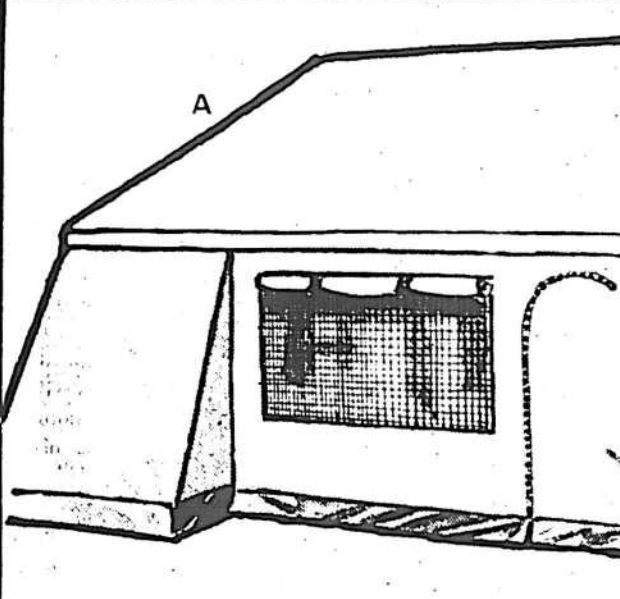
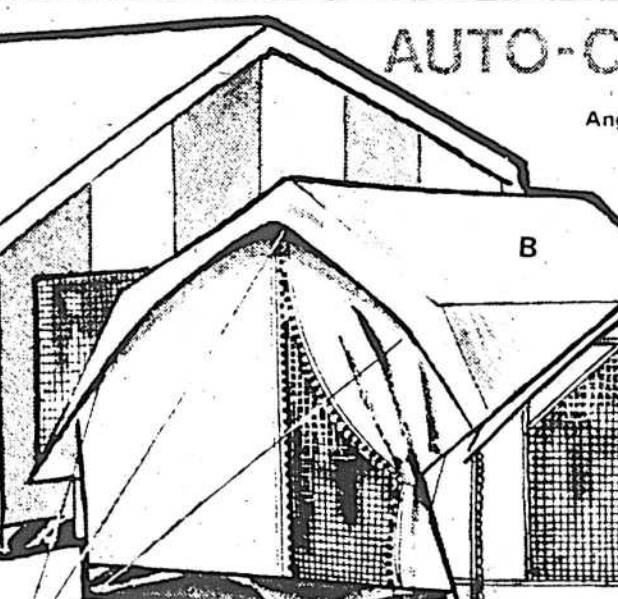
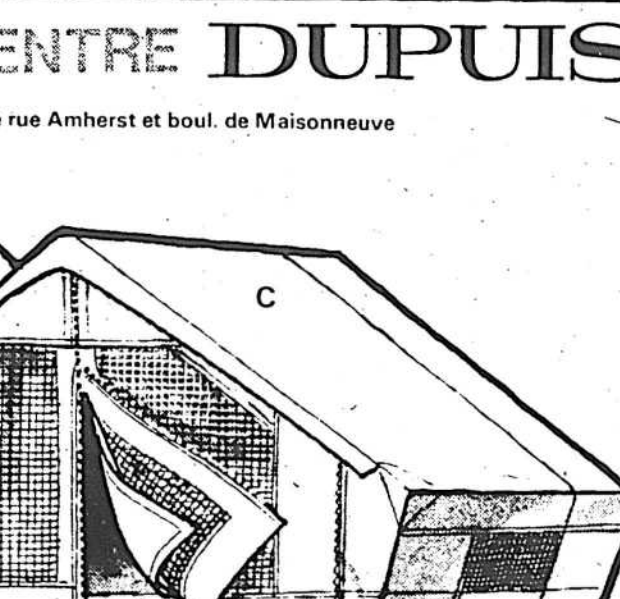
Classy
tenue de gala inc

• 1227, carré Phillips
• 6580A, rue St-Hubert
• 6984, rue St-Hubert
• 4806, avenue du Parc
• 5320, ch. Reine-Marie
• Plaza Alexis Nihon

861-3625
274-3636
271-1166
272-5704
482-5240
931-3333

AUTO-CENTRE DUPUIS

Angle rue Amherst et boul. de Maisonneuve

A — 299⁹⁵ ch

A — TENTE CUISINE FRANÇAISE CANADIENNE. De grandes fenêtres latérales pour voir l'extérieur. Table et chaises en aluminium. Cuisine équipée avec réfrigérateur, évier, four, cuisinière. Mobilier complet. Idéal pour les fêtes de famille.

B — 59⁹⁵ ch

B — TENTE "SPORTMAN" DE LUNE. En toile imperméable. Pour trois personnes. Table et chaises. Idéal pour les pique-niques et les fêtes de famille.

C — 399⁰⁰ ch

C — TENTE BOULETTE "PANORAMA". Pour quatre personnes. Table et chaises. Cuisine équipée. Idéal pour les fêtes de famille et les pique-niques.

COMPOSEZ 842-6171

Dupuis — Auto-Centre — Rayon 921

Pourquoi pas Dupuis... OUVERT JEUDI ET VENDREDI JUSQU'À 21 H — SAMEDI JUSQU'À 17 H

Pas d'élections cet été

par Claude TURCOTTE
de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — Il n'y aura pas d'élections générales au Canada cet été. Le premier ministre Trudeau l'a formellement proclamé vers 1 h. 20 cet après-midi, à la porte de son bureau, en présence d'une meute de journalistes à qui il avait consenti d'accorder une entrevue.

Ce matin, le climat était tel aux Communes et à l'extérieur qu'à peu près tout le monde en était venu à croire que le premier ministre allait an-

noncer la dissolution des Chambres cet après-midi.

Effectivement, M. Trudeau a reconnu avoir envisagé sérieusement l'hypothèse d'élections en juin d'abord, puis au cours de l'été. Mais ce n'est vraisemblablement que ce matin qu'il a finalement décidé d'écarter la tenue d'élections estivales, si l'on prête quelque signification à la déception évidente, pour ne pas dire la colère, de certains collaborateurs du premier ministre rencontrés juste avant la conférence de presse.

Le premier ministre a déclaré avoir

répété encore une fois au cabinet et à caucus ce qu'il a dit depuis plusieurs mois, à savoir qu'il reste un grand nombre de projets de loi importants à adopter, et il a souligné qu'il envisage une session parlementaire bien remplie avec un ajournement à la fin du mois de juin.

Parmi ces projets de loi, il a mentionné ceux sur les dépenses électorales, le droit à la vie privée, l'aide aux agriculteurs, aux stimulants à l'habitation et le code du travail.

De plus, M. Trudeau a fait valoir que ce n'est pas dans les habitudes des

Canadiens d'avoir des élections en été et qu'il ne veut pas les déranger, préférant leur permettre de profiter d'un été ensoleillé, à moins de crises majeures ou de circonstances spéciales.

Pour sa part, M. Trudeau n'entend pas voyager à l'extérieur du pays au cours de l'été. Il a indiqué qu'il se reposera à son chalet du lac Harrington, dans le parc de la Gatineau.

Alors, quand auront lieu les élections? A l'automne? "On verra", a répondu M. Trudeau, en rappelant que la Constitution lui permet d'attendre jusqu'à septembre 1973.

M. Trudeau n'a pas caché que les opinions étaient partagées au sein du caucus et du parti à propos de la date des élections.

Ce sont les libéraux fédéraux du Québec qui sont le plus déçus par ce nouveau délai, car ils étaient prêts pour des élections en juin, ou au cours de l'été.

L'Ontario n'était pas prêt

Cependant, il semble certain que ce sont les libéraux ontariens qui ont con-

Voir PAS D'ELECTIONS, page A 6

Mini-Loto

48722: \$5,000

8722: \$500

722: \$100



L'explosion de la bombe, au Pentagone, attentat revendiqué par l'Organisation des "Weathermen", paraît avoir été plus violente et causé des dégâts plus importants qu'on ne l'avait d'abord cru. Des témoins précisent qu'un mur des lavabos a été soufflé et que de nombreuses vitres ont été brisées. Ici, le corridor est encombré de débris et des inspecteurs constatent les dégâts.

photo PA

AUJOURD'HUI

• Premier accord sur les armes

Tout indique qu'à l'occasion de la visite de Nixon à Moscou le président américain et les leaders soviétiques pourront annoncer un premier accord sur la limitation des armes stratégiques.

— page A 8

• Manuel du parfait candidat libéral

Le parti libéral vient de diffuser, à l'intention de ses candidats dans tout le pays, un manuel de 300 pages sur la stratégie, les programmes et même les querelles de ménage des partis de l'opposition. Notre bureau d'Ottawa a obtenu en exclusivité ce document qui laisse présager la tenue d'élections générales prochaines.

page D 5



• La lamproie, le pire ennemi de la truite

Serge Daygoun nous parle aujourd'hui de la lamproie, le pire ennemi des poissons. C'est d'ailleurs à cause de ce poisson si les truites, entre autres, se sont faites de plus en plus rares au Québec.

— page B 5



Votre week-end

— page B 11

SOMMAIRE

Arts et spectacles: B 8 à B 10
Bandes dessinées: D 2
Cinéma: B 10
Décès, naissances, etc.: A 15
Economie: A 10, A 11, A 14
Editorial: A 4
Êtes-vous observateur?: D 3
Horoscope: C 5
Informations étrangères: A 8
Informations nationales: A 2, D 1
Loisirs et récréation: C 1, D 2
"Mot-mystère": D 7
Mots croisés: D 5
Petites annonces: C 6 à C 8, D 3 à D 13
Radio et télévision: A 15
Radio FM: B 9
Sports: B 1 à B 7
Tribunaux: A 9
Vivre aujourd'hui: C 2 à C 5
Votre médecin: C 4

Une explosion au Pentagone

WASHINGTON (UPI, AFP, PA) — Une bombe a explosé au Pentagone, la nuit dernière, près du centre de communications de l'Aviation. Un groupe extrémiste, les Weathermen, a revendiqué cet attentat qui, s'il n'a fait aucune victime, a causé des dégâts dont l'importance n'a pas encore été divulguée.

L'explosion, survenu quelques heures avant la mise en vigueur de nouvelles mesures de sécurité dans cet édifice, le plus vaste immeuble à bureaux au monde entier, s'est produite

dans une salle de toilette. La déflagration a rompu des conduites d'eau et d'électricité, démantelé un mur de une longueur de 40 pieds et perforé un trou de deux pieds et demi de diamètre dans le plancher de la salle. L'eau s'échappant des conduites s'est enfouie dans le trou pour se déverser sur les étages inférieurs, causant entre autres des dommages indéniables à des ordinateurs de l'Aviation, au deuxième étage.

Au moment de l'explosion, vers 1 h.

Voir UNE EXPLOSION, page A 6

62 navires retenus dans les ports

par Denis MASSE

Rien ne va plus dans les trois grands ports du Saint-Laurent.

Au total, 62 navires océaniques et côtiers sont immobilisés dans les ports de Montréal, Trois-Rivières et Québec, alors que les débardeurs de ces trois havres ont déserté complètement les quais.

A Trois-Rivières et à Québec, les débardeurs tiennent aujourd'hui des assemblées, tandis qu'à Montréal le président Jean-Marc St-Onge déclare ironiquement: "que les gars sont partis à la pêche!"

Plusieurs navires doivent se mettre à l'ancre en arrivant aux abords de ces trois ports. D'autres ont appareillé sans l'aide des amarres.

Les débardeurs ont débrayé en dépit d'une injonction obtenue contre eux le 9 mai et prolongée deux fois par la suite, la dernière fois jusqu'au 26 mai. De plus, le syndicat devra répondre à une accusation d'outrage au tribunal, qui sera payée le 25 mai, pour avoir transgressé l'ordonnance qui les oblige à reprendre le travail.

Le litige est survenu principalement à Montréal, où les deux parties donnent une interprétation différente à une clause de la dernière convention

collective signée il y a deux mois, mais les débardeurs de Trois-Rivières et de Québec ont voulu se montrer solidaires de leurs camarades montréalais: ils sont membres du même syndicat et la convention collective recouvre les débardeurs des trois ports.

Seuls les vérificateurs se présentent au travail chaque matin, mais ils sont tenus en congé à cause de l'absence des débardeurs.

Grand prix du festival de Cannes à 2 films italiens

CANNES (AFP) — Le grand prix du festival de Cannes 1972 a été décerné ex aequo, à l'unanimité, aux deux films italiens "L'Affaire Mattei", de Francesco Rosi et "La classe ouvrière va au paradis" d'Elio Petri.

Le jury a tenu à récompenser les deux réalisateurs pour l'ensemble de leur oeuvre et a voulu souligner également la qualité exceptionnelle de l'in-

terprétation de Gian Maria Volonte dans les deux films.

Le grand prix de la Commission supérieure technique du cinéma français qui, sous l'égide de l'UNIAFEC (Union internationale des associations techniques cinématographiques) est décerné tous les ans pour couronner une réalisation technique particulièrement ré-

VOIR CANNES, page A 6

L'air est plus pur à Montréal

par Florian BERNARD

La pollution de l'air est en régression sérieuse sur l'île de Montréal. Pour la première fois depuis deux ans, une série de chiffres indique, pour de tout dire, que le taux de concentration des matières polluantes a diminué de façon marquée aux principaux postes d'échantillonnage soit ceux de Saint-Jacques et de Drum-

mond. En 1970, la concentration moyenne de l'anhydride sulfureux était de 16,4 parties par 100 millions et de 21,3 parties dans les postes Saint-Jacques et Drummond. En 1972, cette concentration est de 7,8 et 12,2 parties, soit une diminution de quelque 50 p. cent.

Parallèlement, la concentration d'acide sulfurique a diminué de 2,34 parties et 0,78 partie seulement.

Un autre progrès majeur a été enregistré en ce qui concerne un troi-

sième contaminant, soit la poussière fine qui flotte dans l'air. De 2,3 parties en 1968 et de 1,8 partie en 1970, cette concentration se situe en 1972 à 1,5 partie seulement.

Telles sont les conclusions du service de l'assainissement de l'air de la Communauté urbaine de Montréal dans son rapport annuel remis aux autorités, hier soir.

La CUM a inspecté 116 industries majeures, réparties dans 18 municipa-

lités, au cours de 1971. Parmi ces industries polluantes, 25 ont installé des appareils anti-pollution dont le coût s'élève à plus de \$1 million. Par ailleurs, 14 autres ont commencé des travaux semblables dont le coût estimé dépassera \$1 million et quart.

Enfin, 61 industries ont étudié des projets avec le service de l'assainissement de l'air. Ces projets devront se

Voir L'AIR, page A 6

La CSN est menacée d'éclatement

par Pierre VENNAT

La Confédération des syndicats nationaux pourrait se scinder en deux centrales syndicales distinctes si les trois membres majoritaires de son exécutif, MM. Paul-Emile Dalpé, Amédée Daigle et Jacques Dion, mieux connus sous le nom des "trois D", et qui s'opposent à la ligne de conduite du président, M. Marcel Pepin, et du secrétaire général, M. Raymond Parent, ne réussissent à reprendre le contrôle de la CSN, "faire un profond nettoyage" des permanents de la centrale et la redonner à ses "propriétaires": les travailleurs.

Le secrétaire général de la CSN, M. Raymond Parent, a rapidement réagi à la nouvelle ce matin, démentant, dans un message à tous les "militants syndicaux", ceux qu'il a appelés les "éléments destructeurs" qui veulent détruire la CSN par l'intérieur et qui sera ent, selon lui, "télégraphes de l'extérieur du mouvement par les ennemis de la CSN, et plus particulièrement par le parti libéral".

C'est le trésorier de la CSN, M. Jacques Dion, qui a confirmé ce matin l'existence du mouvement de contestation, ajoutant que cela démontrait qu'il y a "du monde écoeuré" au sein de la centrale.

La déclaration de M. Parent

Quant à la déclaration de M. Parent, transmise elle aussi sur le ré-

seau de communications internes de la CSN, la voici textuellement:

"Message à tous les militants syndicaux.

"Ceux qui veulent détruire la CSN par l'intérieur ont décidé de porter de grands coups pendant que le président général et 34 autres militants sont en prison pour avoir mené une lutte syndicale sans compromission avec le pouvoir.

"C'est ce moment que les comploteurs ont choisi pour sortir de l'ombre et annoncer leur intention de saboter le mouvement s'ils ne peuvent pas prendre le contrôle par un coup de force.

"Ce complot a provoqué un profond dégoût chez les militants syndicaux.

"Il faut dépasser cette réaction première et redoubler de vigilance pour sauver le mouvement.

"Je souligne à votre intention que

Voir LA CSN, page A 4

• La CSN en proie au déchirement

— une analyse de Pierre Vennat

en page A 5

La libération ne se fera pas avant mardi

par François TREPANIER
de notre bureau de Québec

QUEBEC — Ce n'est pas avant mardi prochain que l'on saura si le ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette, est disposé à libérer provisoirement les chefs des trois centrales syn-

dicales, MM. Marcel Pepin, Louis LaBerge et Yvon Charbonneau, en vue de permettre la reprise des négociations avec les 210,000 employés des secteurs public et parapublic.

A la grande surprise de plusieurs députés de l'Opposition, telle est la nouvelle qu'a communiquée, ce matin, M. Choquette, au moment même où plusieurs observateurs politiques s'attendaient à une décision rapide et positive de sa part.

Anguille sous roche?

Ce nouveau délai dans la libération des trois chefs a fait renaitre certains rumeurs selon lesquelles il y aurait anguille sous roche dans l'attitude qu'entend adopter le gouvernement face aux conditions du Front commun.

On sait que mercredi, tout en ordonnant à ses membres de retourner au travail, le Front commun avait exigé que les chefs des trois centrales syndicales soient présents à la table des négociations pour reprendre le dialogue avec le gouvernement.

Immédiatement après l'annonce du retour au travail, plusieurs porte-parole du gouvernement avaient laissé croire que cette condition pourrait être respectée si les trois chefs du Front commun formulaient une de-

Voir LA LIBERATION, page A 6

LA PRESSE paraîtra lundi

Le lundi 22 mai, jour de la fête de la Reine, LA PRESSE sera publiée. Nos bureaux, à l'exception du service des Ventes du journal, seront cependant fermés.

météo

Généralement ensoleillé, quelques périodes nuageuses

Demain: plus chaud

Max. 70° Min. 50° • Détails à la page A 6

LA POLLUTION

Anhydride sulfureux: 0.02 partie par million. Niveau tolérable: 0.10.

Un nouveau vote des cols bleus, mardi

par Lise BLAIS
et Daniel L'HEUREUX

Les quelque 8,000 employés manuels de la ville de Montréal, qui s'étaient prononcés samedi dernier avec une faible majorité de 216 voix pour le rejet des offres de la ville et la poursuite de la grève, seront appelés à nouveau à se prononcer sur les mêmes offres, mardi matin, au centre Paul-Sauvé.

Dans un communiqué émis par le

président du syndicat, M. Roger Lampron, il est dit que le Comité exécutif a résolu à l'unanimité de tenir une nouvelle assemblée générale, compte tenu de la panne de micro qui s'est produite au moment de la période de questions et qui a entraîné une grande confusion dans la salle.

Le mouvement antigreve de certains cols bleus qui veulent reprendre le travail, un phénomène que l'on reconnaît comme réel du côté syndical, ne serait pas étranger à cette décision.

"On est prêt à prouver aux gars qu'on ne les a pas embarqués dans quoi que ce soit. Ce sont eux qui vont décider s'ils rentrent", ont déclaré certains délégués syndicaux, hier soir, à l'issue d'une réunion de l'exécutif et du comité de négociations.

Un nouveau vote

L'assemblée de mardi sera donc l'occasion d'un nouveau vote, lequel sera cependant précédé d'une séance d'information. De plus, les dirigeants

syndicaux annonçaient à leurs membres une augmentation de \$15 par semaine de leur allocation de grève. Celle-ci passera à \$45 pour les gens mariés avec des enfants.

En somme, les dirigeants syndicaux ont décidé de tenir une autre assemblée pour affirmer la position du Syndicat, quitte à risquer un vote favorable à un retour au travail.

Entre-temps, les négociations avec

la ville n'ont pas encore repris, contrairement à ce que laissait espérer la décision du ministre Cournoyer, au début de la semaine, de demander au conciliateur de réunir les parties.

Le président du syndicat a cependant confirmé, ce matin, que le conciliateur, M. Yvon Dansereau, a communiqué avec lui mercredi pour le prévenir qu'il tentait d'organiser une rencontre, mais qu'il n'en a plus eu de

nouvelles depuis.

"J'ai de bonnes raisons de ne pas être tellement optimiste, devait dire M. Lampron, puisque durant les 80 jours qu'a duré l'injonction, le conciliateur n'a réuni les parties qu'une seule fois."

Les clauses encore en litige sont au nombre de 17, dont l'une majeure: la sécurité d'emploi. Les salaires sont réglés.

Le Conseil de sécurité propose la fusion de tous les services d'incendie de la CUM

par Jacques GAGNON

Le Conseil de sécurité de la CUM recommande l'unification de tous les services d'incendie de la Communauté urbaine.

Dans un volumineux rapport de 162 pages rendu public hier, le Conseil de sécurité précise qu'une trentaine des 76 casernes situées sur le territoire de la CUM sont inadéquates, insuffisantes ou mal situées.

"Plusieurs municipalités n'ont pas à proprement parler un véritable service d'incendie", commente le rapport.

Selon le rapport, le recours à des policiers-pompiers ainsi qu'à des pompiers volontaires est encore chose courante.

Dans certaines municipalités comptant des pompiers professionnels, les effectifs sont néanmoins insuffisants par rapport aux besoins.

Et le matériel d'intervention n'est pas toujours en fonction des risques et certaines municipalités, où l'on trouve de nombreux édifices en hauteur, tardent toujours à se doter d'échelles aériennes.

Le rapport fait également état de l'existence de risques spéciaux au point de vue incendie, tels ceux présentés par les industries pétrochimiques, les installations portuaires et aéroportuaires, qui exigent un personnel et un équipement spécialisés qu'on ne saurait trouver dans la plupart des municipalités de la CUM.

Seulement six municipalités sur 29, soit Montréal, Verdun, Westmount, Saint-Laurent, Mont-Royal et Outremont, jouissent de la cote "3" au point de vue tarif d'assurance-feu, soit la classification qui correspond au taux d'assurance le plus bas de la Communauté.

Pour justifier l'unification, le rapport cite de nombreuses statistiques, dont les suivantes, qui se passent de commentaires:

"Pour la période 1961-69, la population de Montréal s'est accrue de 22 p. cent, alors que les pertes de vie dues au feu n'ont augmenté que de 2 p. cent; dans le reste de la CUM, pour une augmentation de 50 p. cent de la population pendant la même période, nous constatons une augmentation de 279 p. cent dans le nombre de pertes de vie.

Le même phénomène se remarque au point de vue de l'évaluation et des pertes matérielles.

A Montréal, une augmentation de 86 p. cent de l'évaluation foncière n'a été suivie que d'une augmentation de 5 p. cent dans le montant des pertes matérielles. Dans l'ensemble des autres villes de la CUM, pour une évaluation accrue le 127 p. cent, les pertes matérielles ont connu une augmentation de 174 p. cent.

Selon le Conseil de sécurité, seule l'intégration peut:

- réduire les délais d'intervention, donc les pertes, en introduisant un numéro de téléphone unique pour donner l'alerte;
- permettre de standardiser efficacement les normes d'embauche et de formation ainsi que les méthodes de travail et l'équipement;
- assurer chaque citoyen de chaque partie du territoire de la CUM qu'il peut compter sur une réserve de plusieurs milliers d'hommes et de centaines d'unités d'intervention en cas de sinistre majeur, de même

que sur des équipes de spécialistes pour des risques extraordinaires;

- faire s'effondrer la courbe sans cesse ascendante depuis 10 ans des pertes dans les villes de la banlieue;
- contribuer à réduire les taux d'assurance ou tout au moins empêcher des majorations.

En plus de tout cela, le nombre des casernes pourrait être réduit de 76 à 60.

Les quelque 3,000 pompiers professionnels présentement à l'emploi des municipalités de la CUM, lorsque répartis dans les 60 casernes, donneraient des effectifs moyens de 50 officiers et pompiers par caserne.

Le réaménagement du territoire se ferait en cinq divisions territoriales: centre, est, nord, ouest et centre-ouest.

Enfin, le Conseil recommande la transformation, après consultation avec le ministère de l'Éducation, de l'actuel centre d'entraînement du Service d'incendie de Montréal en un collège de formation professionnelle et technique à l'usage du personnel du Service l'incendie de la CUM et menant à un diplôme d'études collégiales (DEC).

Le rapport contient d'ailleurs un total de 57 recommandations.

Perquisitions à la fromagerie Saputo & Figli

par Michel AUGER

Une trentaine de policiers de la Sûreté de Montréal, dirigés par des détectives de la section sur le crime organisé, ont fait des perquisitions, hier

après-midi, dans la fromagerie et les entrepôts de la compagnie Giuseppe Saputo et Figli, sur la 8e Avenue, dans le quartier Saint-Michel.

Cette société, qui est l'une des plus

importantes dans la production du fromage à Montréal et qui est le principal fournisseur des restaurants et des pizzerias italiens au Canada avait déjà obtenu de la publicité, il y a

quelques années, quand Joe Bonano, qui était un des chefs de l'une des cinq familles criminelles de New York, avait annoncé qu'il se porterait acquéreur d'actions de la compagnie Saputo, s'il était admis à demeurer au Canada.

En plus de perquisitionner dans les bureaux de l'entreprise, au 8,510, 8e Avenue, les policiers ont saisi divers objets à la fromagerie, au 8,500 de la même rue.

Un microbiologiste qui accompagnait les policiers a pris des échantillons de lait et de fromage afin d'en vérifier la qualité.

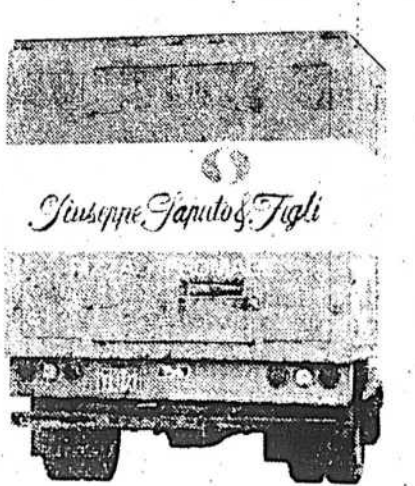
Les enquêteurs ont également saisi plusieurs caisses de fromage dans les entrepôts de la compagnie, au 8645, 8e Avenue.

Des expertises de laboratoire seront effectuées au cours des prochains jours sur la marchandise saisie. Les perquisitions font suite à une enquête des membres de la Section de recherche sur le crime organisée de la police de Montréal, qui étaient assistés de membres de la Sûreté du Québec.

Le juge Roland Langlois de la cour municipale de Montréal avait signé les mandats de perquisition à la suite d'une dénonciation déposée, hier matin.

D'après le dossier de la cour, les policiers étaient autorisés à rechercher les documents se rapportant à des travaux de construction qui ont été effectués récemment, parallèlement à la production régulière du fromage.

La dénonciation faisait état d'infractions à la réglementation municipale de santé qui précise que la production



de fromage doit être faite loin de toute source de contamination.

Le document mentionnait également que la présence maximum de bactéries dans les aliments produits était de beaucoup supérieure à la limite permise.

Ce n'est pas la première fois que cette entreprise est visée par les policiers. Outre les incidents concernant Joe Bonano, il a été établi, récemment, au procès de l'homme d'affaires Vic Cotroneo contre le magazine Maclean, que les six New-Yorkais, dont le fils de Joe Bonano, qui avaient été appréhendés, à Montréal, en 1966, avaient passé un bon moment dans les bureaux de cette entreprise.

Selon les témoignages rendus en cour supérieure, c'est là que Cotroneo aurait rencontré des membres de ce groupe avant d'aller dans une boîte téléphonique d'un centre commercial pour converser avec Joe Bonano, qui, lui, était à New-York.

Attentat contre Serge Provencal

Un homme de 30 ans, bien connu dans les milieux policiers, a été blessé d'un coup de feu, vers 3h ce matin, à l'angle des rues Hochelaga et Nicolet, dans l'est de la ville.

Serge Provencal a été transporté, dans une ambulance de la police de Montréal, à l'hôpital Maisonneuve-Les

médicins de cette institution signalent que son état est satisfaisant.

A l'arrivée des policiers sur la scène de l'attentat, le blessé baignait dans son sang, étendu sur son côté, et avait sombré dans l'inconscience. Détaillé curieux, il avait les mains derrière le dos comme si son ou ses assassins l'avaient projeté au sol avant

de tenter de l'exécuter.

Par ailleurs, deux hommes ont été blessés, tôt ce matin, lors d'une bagarre au cabaret "Chat Noir", au 181 ouest, rue Sherbrooke.

Ils ont été transportés à l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc et l'un d'eux a dû recevoir 24 points de suture pour refermer une plaie au visage.

Le mail Mont-Royal disparaîtra

Le mail Mont-Royal, aménagé en octobre 1970 au coût de \$100,000, disparaîtra. L'ordre a déjà été transmis aux employés municipaux de procéder à l'enlèvement des éléments constitutifs du mail: les trottoirs élargis, les bancs, etc. Le travail de "démolition" n'a pas encore débuté en raison de la grève des employés municipaux de la ville. C'est parce qu'il n'atteignait que

d'une façon très mitigée les buts poursuivis et qu'il coûtait excessivement cher d'entretien que le mail doit disparaître, a expliqué à LA PRESSE le directeur du service de la circulation, M. Jacques Barrière. Ce projet avait Drapeau-Saulnier pour relancer les affaires sur le plateau Mont-Royal. L'aménagement du mail avait pour but de redonner la rue Mont-Royal aux

piétons, entre les rues Chambord et Marquette. A l'origine, seuls les autobus et les véhicules des services publics pouvaient s'engager dans cette section. Selon les experts qui se sont prononcés sur la question, le fait que le mail n'ait pas été entièrement fermé à la circulation expliquerait que celui-ci n'ait pas donné les résultats attendus.

Trois médecins condamnés pour fraudes à l'Assurance-maladie

Trois médecins montréalais ont été condamnés à des amendes diverses, hier en Correctionnelle, et un autre a comparu pour avoir frustré l'Assurance-maladie de plusieurs centaines de dollars. Les quatre étaient accusés de fraudes dans la "collection" de la rémunération de leurs services par le gouvernement provincial.

Un cinquième comparaitra en cour le 5 juin pour un délit du même genre.

Le médecin le plus lourdement condamné a été le Dr Maurice Provost qui a écopé d'une amende globale de \$1,600 après avoir re-

connu sa culpabilité à huit chefs d'accusation différents.

Dans chaque cas, si le disciple d'Esculape devait ne pas solder l'amende, il devrait purger une peine de quinze jours de prison.

Le Dr Michel Benoit, qui était accusé de sept fraudes différentes, a pour sa part écopé de sept amendes de \$200 chacune.

Quant au Dr Bernard Latreille, il a plaidé coupable à quatre accusations du même genre, et il a été condamné à une amende globale de \$800.

Toutes ces sentences ont été imposées par le juge René Drouin, qui a par ailleurs ajourné au 5 juin

la comparution du Dr Roméo de Grandpre, un autre médecin qui devait normalement se présenter en cour hier.

Par ailleurs, devant le juge Paul Hurteau, le Dr Maurice Lauzier a nié sa culpabilité à trois accusations différentes de fraudes, tous jours en marge des paiements que lui aurait faits le service de l'Assurance-Maladie.

Dans son cas, il s'agirait de comptes fictifs qu'il aurait dressés pour des soins qu'il prétendait avoir procurés à des personnes, de son entourage immédiat.

Requête reprise à zéro dans l'affaire de Saint-Léonard

L'audition de la requête de la Commission municipale du Québec pour que la ville de Saint-Léonard soit mise en tutelle devra repartir à zéro, mardi prochain, le juge qui avait été saisi de la cause il y a deux semaines s'étant désisté et une nouvelle enquête ayant été signifiée à la ville.

C'est officiellement pour une raison technico-administrative que le juge Raymond Hannen s'est désisté. Au moment où il avait été saisi de la requête, il siégeait en "division de pratique" et la période de deux semaines durant laquelle il était affecté à ce type de causes étant terminée, il a décidé de se retirer.

la presse

VENTES DU JOURNAL	
LA PRESSE	574 5911
LE QUÉBEC	574 5911
LE JOURNAL	574 5911
LE COURIER	574 5911
LE NOUVEAU QUÉBÉCOIS	574 5911
LE JOURNAL DE MONTRÉAL	574 5911
LE JOURNAL DE QUÉBEC	574 5911
LE JOURNAL DE SHERBROOKE	574 5911
LE JOURNAL DE SAGUÉY	574 5911
LE JOURNAL DE VAL-D'AUD	574 5911
LE JOURNAL DE SHERBROOKE	574 5911
LE JOURNAL DE SAGUÉY	574 5911
LE JOURNAL DE VAL-D'AUD	574 5911
PUBLICITE	
COMPTABILITE	574 5911
INFORMATION GENERALE	574 5911
PETITES ANNONCES	574 5911
PROMOTION	574 5911
REDACTION	
REDACTION	574 5911
RESSOURCES HUMAINES	
RESSOURCES HUMAINES	574 5911

La météo

Week-end estival en perspective

Comme dit Dieudonné, le beau-frère d'Alcide, cependant qu'un chaton dénoue ses lacets de souliers, voici venir un temps qui va remonter le moral des Québécois.

Dieudonné, avec qui Alcide a eu une longue conversation, hier, au flanc du Mont-Royal, précise qu'un temps d'été marquera la fin de semaine. Zarathoustra, qui les accompagnait, a aussi parlé. Il a dit que le temps serait plutôt frais, aujourd'hui, avec un maximum ne dépassant guère 70 degrés, mais que le ciel serait d'un bleu marial.

Zarathoustra, qui aime bien Alcide et son beau-frère Dieudonné, a ajouté qu'il y aurait un peu de vent. Le trio a senti le passage d'un front froid, mais il a aussi vu venir une masse d'air très chaud du centre des États-Unis. Ce flux réconfortant devrait atteindre le Québec demain, faisant grimper le mercure graduellement jusqu'à ce qu'il atteigne les 85 degrés, dimanche.

Le ciel restera pur jusqu'à lundi. L'été est vraiment arrivé...

Ainsi parlaient Zarathoustra, Alcide et Dieudonné...

Gilles N.

A Montréal

AUJOURD'HUI
Maximum 45° • Minimum 70°
Généralement ensoleillé

DEMAIN
Maximum — Minimum —
Ensoleillé et chaud

Au Québec

REGIONS	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	35° 70°	Génér. ensoleillé
Mauricie	40° 70°	Périodes nuageuses
Laurentides	40° 70°	Périodes nuageuses
Lac-Saint-Jean	35° 60°	Soleil et nuages
Outaouais	45° 70°	Génér. ensoleillé
Cantons de l'Est	45° 70°	Génér. ensoleillé
Québec	50° 70°	Génér. ensoleillé
Rimouski	35° 60°	Périodes nuageuses
Baie Comeau	35° 60°	Périodes nuageuses
Gaspésie	35° 60°	Périodes nuageuses

Au Canada

	Aujourd'hui	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Beau et chaud	Vancouver	45 57
Alberta	Périodes ensoleillées	Edmonton	48 58
Saskatchewan	Périodes ensoleillées	Regina	56 78
Manitoba	Averses ou orages	Winnipeg	64 72
Ontario	Généralement ensoleillé	Toronto	50 72
Nouveau-Brunswick	Périodes nuageuses	Saint-Jean	53 68
Nouvelle-Écosse	Généralement nuageux	Halifax	43 59
Ile-du-Prince-Édouard	Généralement nuageux	Charlottetown	48 59
Terre-Neuve	Pluvieux	Saint-Jean	50 60

Si vous partez

Aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
New York	52	73	Chicago	60	86
Washington	60	76	San Francisco	47	60
Boston	50	65	Los Angeles	53	69

(Ces chiffres indiquent le maximum enregistré hier et le minimum la nuit dernière)

Vers les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Paris	—	55	Moscou	—	46
Londres	—	52	Stockholm	—	59
Rome	—	39	Tokyo	—	63
Berlin	—	61	Athènes	—	75
Amsterdam	—	48	Casablanca	—	46
Bruxelles	—	50	Genève	—	53
Madrid	—	63	Le Caire	—	—

Vers les plages

	Min.	Max.		Min.	Max.
Acapulco	77	80	Bermudes	66	83
Mexico	54	77	Barbade	77	84
			Nassau	72	81
			Rio de Janeiro	—	77

LA CSN

SUITE DE LA PAGE A 1

les éléments destructeurs ont tenu une réunion secrète lundi le 15 mai, soit deux jours avant la réunion du conseil confédéral qui a été sabotée par des fiers-à-bras.

"Soyons vigilants car les éléments destructeurs ont pris le temps qu'il fallait pour s'organiser pendant que les militants se battaient dans le champ."

"Il m'apparaît évident maintenant que le complot c'est de saboter les instances régulières du mouvement, y compris le congrès de juin pour justifier les éléments destructeurs d'agir en dehors des instances."

"Il m'apparaît évident également que le complot est télégué de l'extérieur du mouvement par les ennemis de la CSN et plus particulièrement par le parti libéral qui, il y a quelques jours encore, donnait des directives précises à ses organisateurs pour qu'ils mettent sur pied dans chaque localité un commando provocateur destiné à briser la lutte des travailleurs du secteur public."

"Militants syndicaux, je ne doute pas que la CSN saura sortir plus forte de cette crise, car historiquement, tous ceux qui ont voulu détruire le mouvement n'ont pas réussi."

"Mais il faut redoubler de vigilance. C'est à l'intérieur même des structures et des instances du mouvement que les travailleurs exercent véritablement leur liberté et qu'ils peuvent faire des progrès."

"La création de structures parallèles ne peut que desservir les intérêts de la classe ouvrière. C'est au conseil confédéral et au congrès qu'il appartient de décider de l'avenir de la CSN. Toute initiative parallèle ne s'explique que par la volonté de faire autre chose que de défendre les travailleurs."

Raymond PARENT, secrétaire général de la CSN

La réunion, à huis clos, se tiendra au centre Mgr-Marcoux, de Québec, lundi matin.

Les contestataires doivent ensuite tenir une importante conférence de presse, toujours dans la Vieille Capitale, mardi.

interne de la centrale, parvenu hier. C'est par un télé (message diffusé par le réseau de communications à tous les conseils centraux de la centrale à travers la province et signé d'un permanent de la Fédération du bâtiment et du bois, M. Arthur Dorval, et convoquant les partisans des "trois D" à une réunion lundi prochain pour reprendre les choses en main que le chat est sorti du sac.

Il est à noter que ce télé fait état d'une première réunion, groupant 150 militants de "diverses instances du mouvement", dont MM. Dalgé, Daigle et Dion, qui ont tenu une première assemblée de stratégie lundi dernier, à Québec, deux jours avant le conseil confédéral de la CSN où Michel Chartrand a été assailli et où des "délégués fraternels" ont complètement empêché le mini-congrès (conseil confédéral) de la centrale de s'engager.

De toute façon, voici le texte intégral de ce télé, daté du 18 mai, en date d'hier:

"Déclaration faite par 150 responsables de diverses instances du mouvement à l'issue d'une réunion tenue à Québec le 15 mai 1972.

"Ces militants ont siégé en présence des trois (3) dirigeants suivants de la CSN: P.-E. Dalgé, vice-président, Jacques Dion, trésorier, et Amédée Daigle, directeur général des services."

"Dans le moment, il s'agit de discuter et de décider de l'avenir de la CSN. A la réunion du 22 mai prochain, deux hypothèses entre autres seront à l'ordre du jour:

"(1) Reprendre le contrôle de la CSN et faire un profond nettoyage;

"(2) Former une nouvelle centrale syndicale."

"Toute hypothèse à envisager implique que les travailleurs doivent être les propriétaires de leur mouvement."

"Il a été émis à l'unanimité:

"(1) Qu'une consultation soit faite dans les syndicats pour les informer de la situation actuelle dans le mouvement;

"(2) que les syndicats concernés soient invités à suspendre, pour une période indéterminée, les per capita qu'ils versent à la CSN, y compris les per capita versés au FDP (Fonds de défense professionnelle);

"(3) que cet argent serve à défrayer les dépenses à être encourues par la participation des délégués syndicaux à des réunions pour discuter et décider de l'avenir de la CSN."

CANNES

SUITE DE LA PAGE A 1

ussie, a été attribué au court métrage canadien "Zikaron" de Laurent Codere, pour "l'originalité du procédé d'animation."

Ce film retrace, en quatre minutes trente, le déroulement de la vie au moyen d'animation de particules et de morceaux de liège.

Le grand prix spécial du jury du festival de Cannes 1972, prix inter film (Centre international évangélique du film) a été attribué à "Solaris", film russe d'Andreï Tarkovski.

Le prix d'interprétation masculine a été décerné à Jean Yvan, pour son interprétation dans "Nous ne vieillirons pas ensemble" de Maurice Pialot.

Le prix d'interprétation féminine est allé à Susannah York, pour son interprétation dans "Images" de Robert Altman.

Court métrage

Le grand prix du court métrage a été accordé au film "Fusil à lunette" (France) de Jean Chapot.

Un prix spécial a été décerné au dessin animé belge "Opération X-70" de Raoul Servais.

Hommage à Fellini

Un hommage spécial a été rendu au film "Fellini Roma" de Federico Fellini, pour l'extraordinaire maîtrise des techniques concourant à l'évocation sensible du portrait d'une ville."

Le prix du jury a été accordé au film américain "Abattoir 5" de George Roy Hill.

LA LIBERATION

SUITE DE LA PAGE A 1

mande de libération provisoire en vertu de la Loi de probation.

Or, ce matin, à l'Assemblée nationale, M. Choquette a bien dit qu'il est "peu probable" que les trois chefs puissent être libérés avant mardi même si cette demande a été formulée.

Pourquoi? C'est là la question que se posent la plupart des observateurs politiques à qui l'on avait même laissé croire hier que cette libération pourrait être annoncée aujourd'hui.

Questions de principe

A cette question, M. Choquette a répondu à l'Assemblée nationale que son ministère se devait d'étudier le bien-fondé, non pas seulement des trois requêtes qui lui ont été soumises par les trois chefs, mais également de celles des 33 dirigeants de syndicats trouvés coupables d'outrage au tribunal qui ont décidé au début de la semaine de mettre un terme à leur libération sous cautionnement.

"Ces demandes, a précisé M. Choquette, posent à la fois des questions de principe et d'appréciation des situations individuelles."

"Il s'agit de déterminer pour tous et chacun des intéressés s'ils peuvent bénéficier des articles 19 et 20 de la Loi de la probation et des établissements de détention. Si oui, dans quelles conditions et suivant quelles modalités."

Les articles 19 et 20

L'article 19 de la Loi de la probation se lit comme suit: "Le directeur général du service de la probation peut, conformément aux règlements qui sont adoptés à cette fin, établir des programmes permettant aux personnes qui sont incarcérées dans tout établissement de détention, qu'il indique d'exercer un emploi régulier ou de suivre des cours en dehors de l'établissement ou d'exercer toute autre activité de nature à favoriser la réinsertion sociale de ces personnes."

Quant à l'article 20, il se lit comme suit: "Le directeur général peut, pour des raisons d'ordre médical ou humanitaires ou pour faciliter la réhabilitation d'une personne incarcérée dans un établissement de détention, lui permettre de s'absenter temporairement de cet établissement, aux conditions qu'il détermine conformément aux règlements adoptés à cette fin."

Si l'on s'en tient uniquement aux propos tenus par M. Choquette, c'est donc uniquement à cause de la complexité des problèmes juridiques soulevés par les demandes des "condamnés" que la réponse du ministère de la Justice tarderait.

Choquette est pressé

Les journalistes ont tenté d'obtenir plus de détails de la part de M. Choquette à ce sujet, mais celui-ci, après avoir accepté de les rencontrer, a finalement fait savoir qu'il n'aurait pas le temps de s'entretenir avec eux.

Le délai dans la réponse du ministère de la Justice laisse les observateurs politiques perplexes à cause d'une autre déclaration faite en Chambre par M. Choquette.

Cette déclaration est la suivante: "Ce n'est pas le temps ou le moment, au moins en considérant les requêtes, d'être trop formaliste", a dit M. Choquette.

C'est avec énormément d'inquiétude que le chef de l'aile parlementaire du Parti Québécois, M. Camille Laurin, a accueilli la décision de M. Choquette.

D'après M. Laurin, l'esprit "légaliste" du ministre de la Justice n'est pas sans danger et pourrait même relancer la crise syndicale qui a secoué le Québec.

M. Laurin se demande également si l'attitude de M. Choquette et non celle du conseil des ministres ne sera pas le grain de sable qui viendra enrayer la machine mise en branle au début de la semaine par le ministre de la Fonction publique, M. Jean Cournoyer, en vue d'amener la reprise des négociations.

Bombes dans l'immeuble du groupe Springer à Hambourg

HAMBURG (PA, UPI) — Deux puissantes bombes ont explosé aujourd'hui au siège du groupe de presse Axel Springer et la police de Hambourg signale qu'au moins 15 personnes ont été blessées, dont cinq gravement.

Les explosions se sont produites au deuxième et au sixième étages de l'immeuble de 14 étages. Les dégâts matériels sont considérables. La police aurait trouvé dans l'immeuble trois autres bombes non explosées.

Les autorités n'ont pas précisé quels étaient les responsables de cet attentat, mais il pourrait s'agir d'un nouvel "exploit" du groupe anarcho-fraction de l'armée rouge qui a déjà à son actif des attentats contre un club d'officiers américains à Francfort.

Les journaux du groupe Springer sont depuis longtemps les cibles favorites des milieux gauchistes à cause de leurs attaques contre les groupes d'extrême gauche en Allemagne fédérale.

L'AIR

SUITE DE LA PAGE A 1

matérialiser dans un avenir prochain.

La CUM a aussi enquêté dans 3.533 contraventions à diverses prescriptions, notamment au chapitre des incinérateurs, des cheminées, de certaines pièces d'équipement, de feux à ciel ouvert, etc. Les constatations ont conduit à 1.316 avis et 373 procédures judiciaires. A ce chapitre, il y a lieu de signaler la fermeture, en 1971, de 500 autres incinérateurs domestiques.

UNE EXPLOSION

SUITE DE LA PAGE A 1

cette nuit, une dizaine de personnes étaient au travail au centre de communications de l'Aviation, à 200 pieds de la salle de toilette.

Cinq minutes après l'explosion, un individu disant appartenir aux Weathermen téléphonait à des journaux de New York et de Washington pour annoncer que ce mouvement avait logé une bombe au Pentagone pour protester contre la politique suivie par les Américains au Vietnam et célébrer par cet attentat l'anniversaire de naissance de l'ancien président nord-vietnamien, Ho Chi-minh.

L'interlocuteur, qui s'est identifié comme étant l'"Underground Weatherman numéro 12", a suggéré à un journal, le New York Post, d'envoyer quelqu'un à une cabine téléphonique, près de l'imprimerie.

Deuxième attentat

Un journaliste y trouva un message ainsi rédigé: "Nous avons attaqué aujourd'hui le Pentagone, centre du commandement militaire américain. Nous agissons au moment où les bombardements navals et aériens américains contre les Vietnamiens augmentent, où les mines et les navires américains sont utilisés pour le blocus des ports de la République démocratique du Vietnam et alors que Washington prépare d'autres projets d'escalade."

L'organisation révolutionnaire des Weathermen est une faction extrémiste des "Étudiants pour une société démocratique" (SDS). Les Weathermen avaient déjà revendiqué la responsabilité de l'attentat à la bombe du 1er mars 1971 au Capitole, siège du Congrès. De sévères mesures de sécurité avaient été prises par la suite pour protéger les édifices gouvernementaux mais depuis quelque temps la surveillance avait été relâchée.

De nouveaux dispositifs de sécurité devaient entrer en vigueur à 7 h., ce matin, en raison de fréquentes alertes à la bombe et des manifestations annoncées par des organisations pacifistes pour la fin de semaine.

PAS D'ELECTIONS

SUITE DE LA PAGE A 1

vaincu le premier ministre d'attendre encore. Premièrement, c'est dans cette province que l'issue des élections est la plus décisive, et en même temps la plus incertaine. Par conséquent, l'opinion des Ontariens a pesé lourdement dans la décision.

Ensuite, les Ontariens ont craint qu'en faisant la campagne électorale au cours de l'été, ils auraient eu des difficultés à recruter les militants dans les villes, qui quittent généralement leurs résidences pour une partie de l'été.

Bref, M. Trudeau en tête, les libéraux ont préféré passer un été calme et ensoleillé pour revenir en meilleure forme un peu plus tard.

Les partis d'opposition profiteront cependant des mêmes avantages.



téléphoto UPI

Les passagers et les membres de l'équipage du luxueux paquebot Queen Elizabeth surveillent avec intérêt le parachutage des experts en désamorage de bombes, en plein milieu de l'Atlantique.

Pas de bombe sur le "Queen Elizabeth 2"

LONDRES, (UPI) — Selon le président du conseil d'administration de la compagnie de navigation Cunard, M. Victory Matthews, la menace d'explosion de bombes à bord du paquebot Queen Elizabeth 2, est une odieuse plaisanterie.

M. Matthews, qui a fait cette déclaration au cours d'une conférence de presse, à Londres, a, cependant, refusé de dire si la rançon de \$350,000 avait été versée.

Il s'est contenté de révéler que la somme avait été réunie par le bureau de la Cunard, à New York et "placée dans un sac qui a été remis au FBI", qui aurait demandé à la compagnie d'observer la plus grande discrétion à ce sujet.

Retard de plusieurs heures

En raison du retard pris, à la suite de l'alerte à la bombe, hier, le paquebot arrivera avec plusieurs heures de délai sur son horaire, à Cherbourg, demain, le Queen doit, en effet faire escale dans ce port avant de regagner Southampton.

Une transplantation sans autorisation

RICHMOND, Virginie (PA) — Des chirurgiens ont avoué, en cour, qu'ils ont procédé à une transplantation cardiaque sans avoir reçu, au préalable, la permission de la famille du donneur et sans l'autorisation du contrôleur médical.

Ces aveux ont été entendus, hier, au cours de la troisième journée d'un procès qui se déroule, à Richmond, suite à une action en dommages de \$100,000 intentée par M. William Tucker contre des médecins de l'Hôpital du collège médical de Virginie. M. Tucker a également inscrit une action d'un million de dollars contre ces mêmes chirurgiens qui ont procédé, il y a quatre ans, à la première transplantation cardiaque effectuée en Virginie. Il allègue que l'on a délibérément laissé mourir son frère, Bruce, afin de pouvoir prélever son cœur.

Parents introuvables

Des témoins de la défense ont affirmé que tous les efforts faits pour tenter de rejoindre les parents de Bruce Tucker, grièvement blessé à la tête, le 24 mai 1968, avaient été vains.

Selon ces témoignages, devant cette situation, le contrôleur médical de la ville de Richmond aurait décidé, en vertu de la loi de Virginie concernant les corps non réclamés, d'autoriser que les chirurgiens procèdent au prélèvement du cœur de ce blessé.

Opération non autorisée

Le Dr Richard Lower, cardiologue à l'Hôpital du collège médical de Virginie, l'un des médecins mis en accusation, a admis qu'il n'avait pas reçu la permission de la famille de Bruce Tucker, ni celle du contrôleur médical de la ville, au moment où l'on a cu-

vert la poitrine du receveur, Joseph Kleet. Ce dernier devait, incidemment, décéder une semaine après l'opération.

Dans son témoignage, le Dr Lower a déclaré, entre autres, ce qui suit au sujet des efforts pour entrer en communication avec la famille de Tucker.

"On m'avait fait part des vaines tentatives pour rejoindre les parents du donneur et je n'avais aucune raison de douter que le contrôleur médical n'accorde son autorisation."

Interrogé par l'avocat de la poursuite, Me Douglas Wilder, qui est également sénateur de l'Etat de Virginie, le Dr Lower a nié qu'il ait demandé à un médecin "de déclarer Tucker mort, afin de pouvoir prélever son cœur". A ce propos, le chirurgien a révélé que les dossiers médicaux de l'hôpital prouvent que Tucker était cliniquement mort au moment où il fut décidé de le transporter à la salle d'opération. Le Dr Lower a indiqué qu'il avait présumé alors que ce patient serait déclaré mort peu après son arrivée à la salle d'opération. Il a avoué, cependant, que le receveur, Joseph Kleet, n'était pas, à ce moment, en danger de mort, et que, d'autre part, il aurait été possible de continuer, à l'aide de divers appareils, à maintenir le fonctionnement du cœur et des organes respiratoires de Tucker durant plusieurs heures et même plusieurs jours encore.

Ce à quoi le procureur de la poursuite, Me Wilder, a souligné que ce délai supplémentaire aurait pu être utilisé afin, de continuer les recherches dans le but de rejoindre les parents de Bruce Tucker.

La motion de censure du PQ est facilement battue

par Claude MASSON

de notre bureau de Québec

QUEBEC — Les Québécois ne se retrouveront pas avec des élections générales, provinciales et fédérales la même année.

Comme il fallait le prévoir, en effet, le gouvernement Bourassa s'est maintenu facilement au pouvoir au terme d'un long débat portant sur la motion de censure du Parti Québécois qui réclamait la démission du gouvernement libéral parce qu'il aurait été incapable de faire face au désordre engendré par le conflit de la fonction publique.

Unité-Québec et les deux groupes crédites, tout en reprochant certains manquements au gouvernement dans la crise actuelle, ont voté en bloc avec le parti ministériel, soit 75 députés au total, contre la motion péquistes qui n'a été appuyée que par les sept députés de cette formation ainsi que l'indépendant Marcel Masse.

Malgré les cinq heures de débat, au cours duquel dix intervenants ont pris part, absolument aucun fait nouveau n'est sorti quant à la reprise des négociations, à la libération des chefs syndicaux et à l'amélioration du climat social au Québec.

D'ailleurs, ni le premier ministre Bourassa, ni l'ancien ou l'actuel ministre de la Fonction publique, MM. Jean-Paul L'Allier et Jean Cournoyer, ni le ministre Claude Castonguay n'ont pris part au débat. MM. L'Allier et Cournoyer n'étaient même pas présents en Chambre.

M. Bourassa a expliqué, tôt ce matin, que son silence sur la motion était la meilleure marque de son "mépris" face à l'attitude du Parti Québécois. Il a qualifié cette motion de censure de "ridicule, inopportune et contradictoire".

Ce ne sont pas les seules attaques qu'ont reçues les représentants du Parti Québécois à l'Assemblée nationale.

Le chef d'Unité-Québec, Me Gabriel Loubier, a démolé en deux temps la motion du PQ qui visait au déclenchement d'élections générales au Québec en raison de la crise actuelle.

M. Loubier a rappelé au Parti Québécois que c'est lui-même qui avait réclamé la remise à plus tard des élections municipales de Montréal, en octobre 1970, en raison même de la crise qui sévissait à ce moment-là.

La fouille minutieuse, entreprise à bord du navire et effectuée notamment par quatre artificiers britanniques parachutés par un avion "Hercules" de la Royal Air Force, à proximité du navire, hier après-midi, a permis de conclure, avec un certain soulagement, à l'absence de tout engin explosif, susceptible de mettre en péril la sécurité du paquebot et de ses occupants.

Une femme de Oakville, en Ontario, a révélé, aujourd'hui que la fouille minutieuse du navire s'est poursuivie. C'est ce que Mme Leonard Monkman, a déclaré à son mari lors d'une conversation par radio-téléphone.

Elle a précisé que la fouille doit se poursuivre jusqu'à ce que le navire arrive à Cherbourg, en France, samedi.

M. Monkman a réussi à parler à son épouse grâce à la collaboration d'une téléphoniste internationale, à New York. Il a fallu 15 minutes à cette dernière pour atteindre la femme, sur le paquebot.

"Aujourd'hui, nous voilà devant une autre crise et nous réclamons des élections. C'est contradictoire", a dit le chef unique.

Par ailleurs, M. Loubier a rappelé au PQ son insistance de voir la carte électorale transformée avant la tenue d'un prochain scrutin général au Québec. Or, la nouvelle carte ne pourrait être employée advenant une élection si le gouvernement avait été défait en Chambre.

Les reproches du PQ

A l'appui de sa motion de censure, le chef de l'aile parlementaire du parti indépendantiste, M. Camille Laurin, a invoqué trois motifs principaux:

- la rigidité de la position gouvernementale tout au long des négociations avec le Front commun intersyndical;

- le simulacre

Age Group	2006	2007	2008
18-29	~75	~78	~82
30-49	~65	~68	~72
50-69	~55	~58	~62
70+	~45	~48	~52

Riva Ridge en quête du 2e joyau de la triple couronne

BALTIMORE (PA) — "Je t'aime, mais j'espère que je vais continuer à te battre", a dit Lucien Laurin, entraîneur du vainqueur du Derby du Kentucky, Riva Ridge, à Homer Pardue, entraîneur de No Le Haze, qui s'est classé deuxième dans le Derby, hier, alors que les deux hommes ont inscrit leur cheval à la 97e reprise du Preakness. Si Riva Ridge veut conserver ses chances de remporter

la triple couronne, il devra aussi vaincre sept autres chevaux de trois ans, y compris Upper Case, son coéquipier d'écurie, et Key To The Mint samedi. No Le Haze a hérité de la première position aux rênes de Phil Rubicco, et Upper Case, de la deuxième, sous la direction de Ray Broussard, tandis que Riva Ridge, monté par Ron Turcotte, partira en troisième position, et

Key To The Mine, en cinquième, sur la conduite de Braulio Baeza. Les autres inscrits sont, avec leur jockey, Freetex, Chuck Baltzar, en quatrième; Eager Exchange, Eddie Maple, en sixième; Hasso's Image, James Moseley, en septième; Festive Mood, Carlos Jamirez, en huitième; et Bee Bee Bee, Eldon Nelson, en neuvième.

La course sera dotée de \$189,800 de bourses, dont \$137,300 au vainqueur. Elle sera télédiffusée par Radio-Canada entre 5 et 6 heures. L'entrée composée par Riva Ridge et Upper Case a été établie favorite, suivie de Key To The Mint à 2-1; No Le Haze à 6-1, Freetex et Bee Bee Bee à 15-1, Eager Exchange, Hasso's Image et Festive Mood à 20-1.

Un groupe de moins pour l'expansion

KANSAS CITY (PA) — William S. Morris a annoncé aujourd'hui qu'il abandonnait tous ses efforts pour obtenir une concession dans la ligue Nationale de hockey. Principal actionnaire de l'équipe qui représente Kansas City dans la Ligue Centrale, Morris visait à obtenir une concession dans la ligue Nationale. On sait que la ligue doit octroyer deux nouvelles concessions le 23 mai, et que Morris dirigeait un groupe intéressé à obtenir une des nouvelles concessions pour Kansas City. Morris, qui cherche également à se faire élire comme gouverneur du Missouri, a expliqué qu'il avait pris cette décision pour mettre fin à certaines rumeurs qui circulaient à son sujet et qui risquaient de nuire à sa campagne.



photo Réal St-Jean, LA PRESSE

Des olympiques particulières

Pas moins de 12 écoles participaient hier, aux Olympiques spéciales pour les déficients mentaux. Environ 300 enfants et adultes ont tenté de mériter les premières places dans les différentes épreuves de piste et pelouse. C'est les 3 et 4 juin prochains qu'auront lieu à Québec les championnats provinciaux.

Cléroux revient à la boxe et affrontera... Joe Frazier

Le promoteur Régis Lèvesque annonçait hier deux nouvelles quand même importantes.

Talbot rengagé

DENVER (UPI) — La direction des Spurs de Denver, de la ligue de hockey de l'Ouest, a annoncé hier le rengagement pour deux ans de Jean-Guy Talbot, à titre de directeur-gérant et d'entraîneur.

Depuis qu'il cumulait les deux fonctions, soit depuis le 1er novembre 1971, les Spurs ont connu beaucoup de succès. Ils ont en effet gagné le championnat de la saison, puis le trophée Lester-Patrick, emblématique du championnat des éliminatoires.

En effet, Lèvesque a révélé que le champion mondial des poids lourds, Joe Frazier, avait accepté, moyennant \$10,000 évidemment, à venir affronter nul autre que Robert Cléroux dans un combat hors-concours, avant celui qui opposera le populaire Donato Paduano à Reynald Cantin.

La nouvelle est surprenante car Cléroux n'a pas mis les gants depuis juillet 1969, mais apparemment, il n'hésitera pas à monter sur le même ring que Frazier. Ce dernier, entre-temps, doit défendre sa couronne mondiale contre Ron Stander, le 25 mai.

À vos postes... prêts... partez!



Faites l'acquisition aujourd'hui de notre légère scie à ruban Holiday II, à démarreur "Easy-Arc".

Sur simple traction vous obtenez un démarrage rapide, et en douceur. La nouvelle Holiday II regorge de caractéristiques. Carburateur et démarreur perfectionnés. Huile de chaîne automatique. Venez voir la plus robuste des petites scies à ruban légères... la nouvelle Holiday II.



SCIES À RUBAN

AUJOURD'HUI MEME, PASSEZ CHEZ VOTRE MARCHAND PIONEER ET CONSTATEZ COMBIEN LA TOUTE LÉGÈRE HOLIDAY II VOUS FACILITE LE TRONÇONNAGE DES BÛCHES.

SAVARD
Machine Shop Inc.
VENTE et SERVICE
980, rue ROY
VILLE ST-LAURENT
747-4719

OMER DESERRES
1406, St-Denis,
Montréal
288-0251

GROSSISTE EN PLOMBERIE IDEAL LTEE
405 ouest, rue Beaubien
Montréal
279-8526

ACME SAW FILING & SUPPLY CIE LTEE
363, Place Youville,
Montréal
849-7044

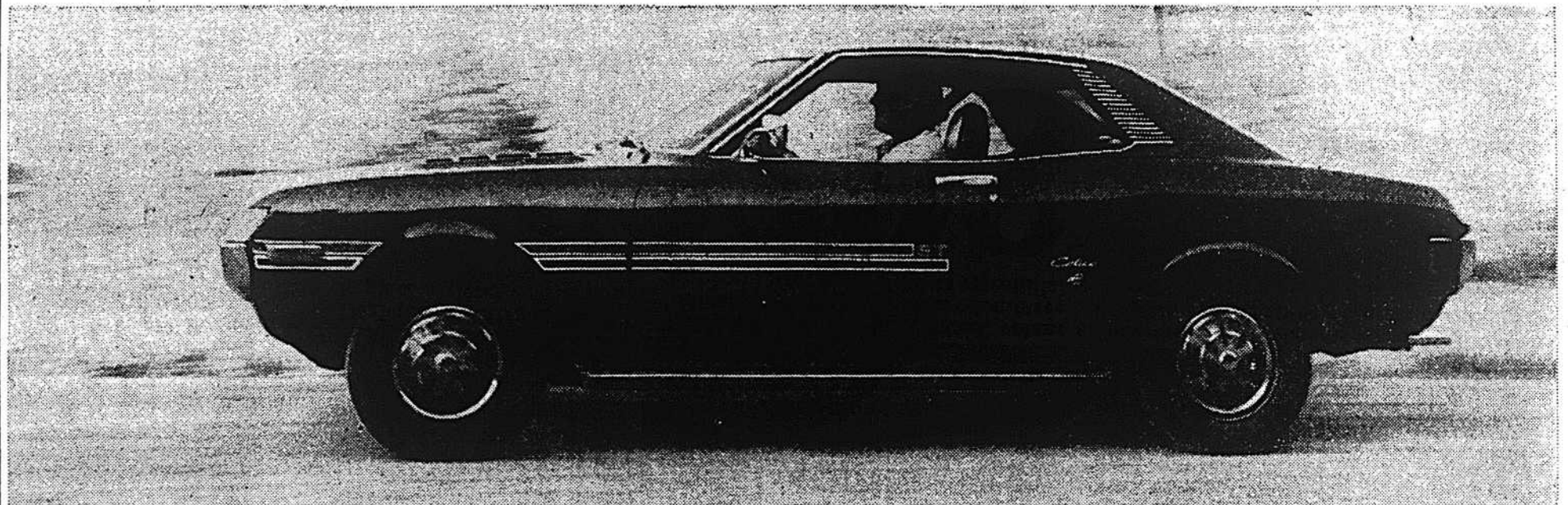
THOMSON-VANIER EQUIPMENT LTD
1985 Thimons
St-Laurent — Mtl 382
336-6530

Lajeunesse Marine
15560 est, Sherbrooke
POINTE-AUX-TREMBLES
642-0261

McGARR MARINE
1204 OUEST, rue ST-LAURENT
en face du pont Jacques-Cartier
LONGUEUIL — 674-4159

DISTRIBUTEUR PIONEER CHAIN SAWS INC.
520, rue Lafleur, Lachute — Tel.: 562-5221
MONTREAL, Tel.: 861-1019

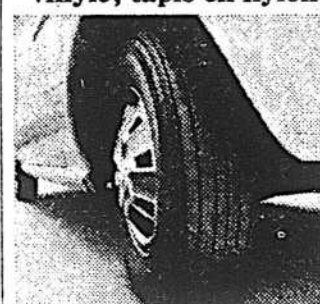
Celica ST



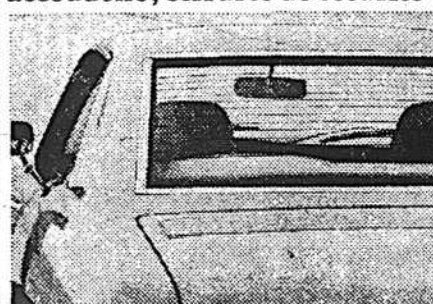
Moteur à arbre à cames en tête, 2 litres, 110 ch; transmission à 4 vitesses synchronisées; freins à disque assistés à l'avant; direction à rapport variable; peinture appliquée par électrophorèse pour donner une plus grande protection l'hiver



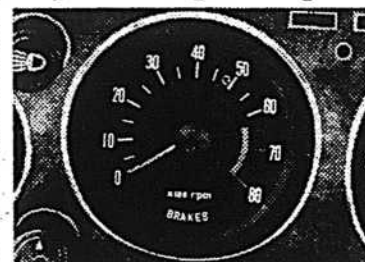
Sièges-baquets entièrement inclinables en tissu et vinyle; tapis en nylon; accoudoirs; serrures de sécurité



Pneus radiaux; enjoliveurs de roues



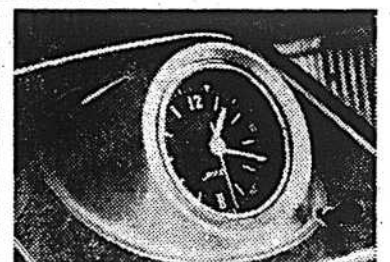
Dégivreur électrique de la glace arrière



Tachymètre électronique de 8000 tr/m



Radio AM/FM à boutons-poussoirs



Horloge type rallye avec trotteuse

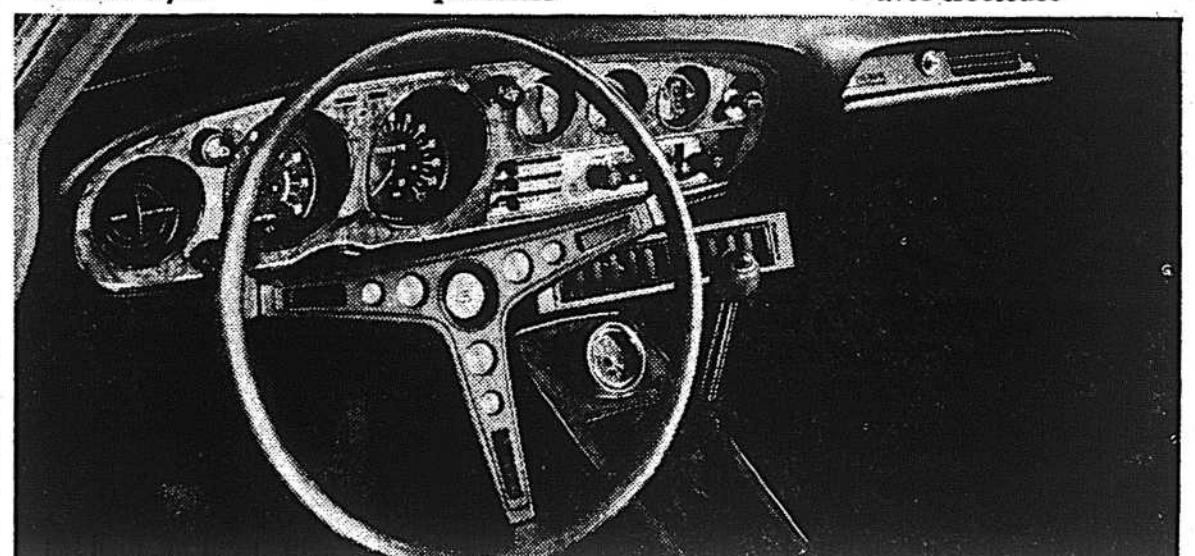


Tableau de bord, bloc central, volant et pommeau de levier de vitesses similibois; indicateur de vitesse avec odomètre; jauges de température et pression d'huile; ampèremètre; boîte à gants verrouillable

\$3398*

et ça comprend tout!

TOYOTA

*Prix de détail suggéré.

F. à b. à Vancouver, Calgary, Toronto, Montréal et Moncton; transport local, immatriculation et taxe provinciale en sus.

Toyota possède un réseau commercial de vente et de service après-vente partout au Canada et dans le monde entier.

MONTREAL
Alix Automobile Inc.
6807, rue Delormier
Tel. 376-9191

Chassé Toyota Inc.
819 est, rue Rachel
Tel. 522-1196

Downtown Toyota Inc.
1922 ouest, rue Ste-Catherine
Tel. 514-935-6352

Montréal CMI Toyota Ltd
7144 Côte des Neiges
Tel. 342-1080
2955 Côte-de-Liesse
Tel. 747-9811

Montréal Nord Toyota Inc.
4847 est, boul. Gouin
Montréal Nord
Tel. 321-6540

Tessier Toyota
5600 est, boul. Métropolitain
Tel. 254-7505

BANLIEUES

LACHINE
Spinelli Garage Ltd
561, rue St-Joseph
Tel. 637-3771

LAVAL — CHOMEDEY
Dagenais Automobile Ltee
3665, boul. St-Martin
Tel. 688-1916

LAVAL — PONT-VIAU
Bertrand Automobile Ltee.
4, boul. St-Martin
Tel. 667-0303

LONGUEUIL
Longueuil Toyota Inc.
839, boul. Taschereau
Tel. 514-679-1890

PIERREFONDS
Pierrefonds Toyota Ltd.
14350 ouest, boul. Gouin
Tel. 626-2122

POINTE-AUX-TREMBLES
Notre-Dame Automobile Inc.
11675 est, rue Notre-Dame
Tel. 645-7487

TERREBONNE
Garage L. G. Leveillé
501, boul. Terrebonne
Tel. 666-4117

VERDUN
N. Lesage Auto Ltd.
3478, boul. LaSalle
Tel. 769-3843

PROVINCE
BEAUHARNOIS
Beauharnois Automobile Inc.
113, rue St-Laurent
Tel. 429-4040 (691-3990)

FARNHAM
Lague Automobile Ltee
1180, rue Principale
Tel. 293-5363

JOLIETTE
N. Roy Auto Inc.
555, boul. Barrette
Tel. 753-7903 (756-4824)

LACHUTE
Campbell & MacDonald Motor Sales Ltd.
Route 41,
Tel. 562-6662 (562-5754)

VILLE BROSSARD
Brossard Toyota Inc.
8280 boul. Taschereau,
Tel. 659-9618

McMASTERVILLE (BELOEIL)
Real Boucher Auto Eng.
555, boul. Laurier
Tel. 467-0229

REPENTIGNY
Barnabe & Campbell Auto Inc.
142, rue Notre-Dame
Tel. 581-6430

RIGAUD
Page Automobile Eng.
34, rue St-Jean-Baptiste
Tel. 238-4010

RIVIERE-DU-LOUP
Voyer Automobiles Inc.
1, rue Tache
Tel. 862-3263

SEPT-ISLES
Centre de l'Auto de Sept-Isles Inc.
225, rue Laure
Tel. 962-4579, 962-5531

STE-ADELE
Garage Ste-Adele Inc.
100, boul. Ste-Adele,
Tel. 229-3515

ST-ANTOINE (ST-JEROME)
Les Agences Kyoto Ltd.
1150, boul. des Laurentides
Tel. 432-9525

ST-HYACINTHE
Autoka Inc.
600, St-Louis
Tel. 773-0401, 773-4542

ST-JEAN
Dery Automobile Ltee
720, rue St-Jacques
Tel. 514-347-7551

ST-NORBERT (CO BERTHER)
Garage Rejean Laporte
Tel. 836-3531

ST-PASCAL (CO. KAMOURASKA)
Robert Auto Eng.
538 boul. Herbert
Tel. 429-2149

ST-RAYMOND (CO. PORTNEUF)
Futuro Inc.
279, St-Jacques
Tel. 337-2201

STE-THERESE
Blainville Toyota Incorporated
104, boul. Desjardins
Tel. 622-3313

TRACY
Poissant Toyota Inc.
4500 boul. Marie-Victorin
Tel. 742-2727

L'ÉCHO DE LOUISVILLE
Gelinat Automobile Eng.
161 est, boul. St-Laurent
Tel. 228-3100

ST-EUSTACHE
Toyota Deux Montagnes Inc.
984 boul. Sauve (Route 8)
Tel. 627-2697

ST-GEORGES DE BAUCE
La Chaudière Auto Inc.
185 Route Kennedy
Tel. 228-9721

VALLEYFIELD
Couillard Automobile Eng.
400 Chemin Larocque
Tel. 373-0850

